



HAL
open science

DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT ET SÉGRÉGATIONS MÉTROPOLITAINES

Françoise Dureau, Olivier Barbary, Thierry Lulle

► **To cite this version:**

Françoise Dureau, Olivier Barbary, Thierry Lulle. DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT ET SÉGRÉGATIONS MÉTROPOLITAINES. Villes et sociétés en mutation, Lectures croisées sur la Colombie, 2004. hal-02479948

HAL Id: hal-02479948

<https://hal.science/hal-02479948v1>

Submitted on 14 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

3***DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT ET
SÉGRÉGATIONS MÉTROPOLITAINES***

*Françoise DUREAU (coord.)
Olivier BARBARY, Thierry LULLE*

La période de plus forte croissance urbaine, au milieu du XX^e siècle, a été particulièrement favorable aux villes du sommet de la hiérarchie urbaine colombienne. Aux côtés de Bogotá, trois grandes villes (Cali, Medellín, Baranquilla) dépassent le million d'habitants à partir de 1985. Plus récemment, le renforcement de la domination de Bogotá constitue un des traits majeurs de l'évolution du système de villes colombien. L'évolution du système de villes et le rôle des migrations dans les transformations des hiérarchies, des spécialisations et des réseaux de villes étaient l'objet des chapitres 1 et 2. Nous adoptons maintenant une nouvelle échelle d'analyse, celle de la grande ville. Quelles configurations socio-spatiales se mettent en place dans les métropoles colombiennes devenues millionnaires ? Quelles modifications de formes accompagnent le changement de taille des villes ? Comment évoluent les divisions sociales des espaces métropolitains ? En centrant notre analyse sur la distribution spatiale des populations, en adoptant donc une lecture en termes de peuplement, nous privilégierons une lecture du rôle des habitants, à travers leurs logiques résidentielles et leurs pratiques de mobilité, dans la production des formes métropolitaines contemporaines en Colombie. Réciproquement, cette approche conduira à s'interroger sur les modifications des comportements des habitants imposées par l'évolution des structures métropolitaines.

La reconnaissance des habitants comme acteurs à part entière de la production de la ville est récente en Colombie. Marquée par l'école française de sociologie urbaine (Cuervo, 1995 : 2), la lecture de la ville développée en Colombie a longtemps privilégié une approche structuraliste : les années 1970 et 1980 ont donné lieu à d'importants travaux sur les formes de production du logement et de l'espace urbain. Les habitants sont maintenant remis au devant de la scène ; en même temps que les scientifiques reconnaissent aux citoyens un rôle effectif dans la production de la ville, des hommes politiques leur imputent une part de responsabilité dans certains dysfonctionnements urbains. Dans ce mouvement de balancier entre une lecture de la ville par les structures urbaines et une autre par les pratiques des habitants,

nous proposons donc de mettre en relation les deux niveaux en nous centrant sur deux métropoles d'envergure internationale et régionale : la capitale, Bogotá, et la ville de Cali.

La démarche proposée, focalisée sur les configurations spatiales du peuplement et les incidences de la mobilité sur la division sociale de l'espace, trouve une résonance particulière en Colombie. Nous sommes en présence de jeunes métropoles, ayant connu une croissance particulièrement rapide durant le dernier demi siècle : l'impact des changements de taille y est particulièrement fort et le système de transport, peu efficace et socialement très segmenté, renforce les effets de distance, les difficultés d'accès aux ressources urbaines et les phénomènes de ségrégation spatiale. Dans un contexte où l'auto-construction assure entre le tiers et la moitié de la création de logements, les pratiques des habitants jouent un rôle majeur dans la production de la ville et les modalités de l'urbanisation, comparativement à celui des acteurs publics¹. De très profondes inégalités de revenus traversent la société, qui mettent au premier plan la question de l'accès aux ressources. Enfin, l'appréciation portée sur les formes du peuplement par les politiques a connu des évolutions sensibles : la ségrégation, longtemps considérée comme le problème numéro un, est maintenant concurrencée par la densité, dont le niveau actuel est considéré comme trop élevé². Autant d'arguments qui donnent toute sa pertinence à la question du peuplement dans les grandes villes colombiennes et à une analyse précise de la géographie sociale des espaces métropolitains.

La polysémie du terme de ségrégation a fait couler beaucoup d'encre (Brun et Rhein, 1994). Précisons donc d'emblée la position adoptée dans ce texte : « une acception purement empirique et descriptive, **la distinction spatiale entre les aires de résidence** de groupes de population vivant dans une même agglomération » (Brun, 1994 : 22). Notre démarche se rapproche ainsi des travaux sur les différenciations sociales de l'espace en vogue dans la production scientifique française jusque dans les années 1970, auxquels se sont substituées depuis des analyses centrées sur les logiques de certaines catégories d'acteurs. L'accent est délibérément mis sur le facteur résidentiel, parmi d'autres, de la division sociale de l'espace.

Si le caractère très marqué de la ségrégation est unanimement reconnu en Colombie, il est le plus souvent présupposé plus que démontré, et peu contextualisé. Le diagnostic du phénomène et l'analyse du processus demeurent insuffisants, à l'image de ce que J. Brun dénonce sur la France : « dans la représentation – y compris la représentation savante -(...), la perception des problèmes sociaux associés à une forme jugée pathogène l'emporte sur l'analyse exacte de cette forme » (1994 : 40). Dans

¹ Le rôle des politiques est analysé en détail dans le **chapitre 6** de cet ouvrage.

² *Plan de Ordenamiento Territorial de Bogotá*, 2000.

un tel contexte, procéder à une description précise de l'état de la ségrégation dans les deux villes constitue un apport à la connaissance des villes colombiennes, mises en perspective avec d'autres agglomérations. Le corpus d'information réuni sur Cali et Bogotá offre de bonnes conditions pour réaliser ce diagnostic. La législation colombienne autorisant l'accès aux fichiers individuels, les recensements de 1973, 1985 et 1993¹ permettent de procéder à une analyse fine des distributions spatiales des populations selon différentes catégorisations. Les enquêtes biographiques sur la mobilité spatiale réalisées à Bogotá (Cede-Orstom 1993) et Cali (Cidse-Ird 1998) et les observations anthropologiques qui leur ont été associées informent sur les pratiques de mobilité résidentielle. Enfin, l'analyse de l'enquête Cidse-Banque Mondiale (1999) couplée avec l'enquête Cidse-Ird de 1998 permet d'appréhender la question de la ségrégation raciale à Cali.

Outre la dimension ethnique ou raciale (mise en avant dans les pays anglo-saxons) et la dimension socio-économique (la plus courante en Colombie), d'autres composantes du processus ségrégatif doivent être considérées : elles sont la traduction dans l'espace urbain de différences sociales au sens large du terme et conduisent à la formation, dans ces espaces, de cultures et modes de vie particuliers. Ainsi, dans ce chapitre, nous prendrons également en compte l'origine migratoire (à travers la localisation résidentielle des différents groupes d'immigrants s'installant à Bogotá et à Cali) et la dimension démographique de la ségrégation (appréhendue par l'âge des individus et la taille des ménages). Appréhender sous le même terme de ségrégation des formes diverses de différenciations sociales de l'espace ne signifie pas qu'elles procèdent d'un même système causal. Au contraire, cette approche pluridimensionnelle de la ségrégation permet justement d'aborder «le problème de l'imbrication entre les différents registres de la distance sociale» (Grafmeyer, 1994 : 105), inévitablement évacué dans les analyses ne prenant en compte que la dimension socio-économique ou socio-raciale de la ségrégation.

La volonté de comparaison de Bogotá et Cali a guidé la définition des thèmes de l'analyse, les choix de méthode pour les traitements statistiques et cartographiques et la présentation des résultats : les indicateurs et les cartes ont été établis pour les mêmes variables dans les deux villes. Seule l'analyse de la dimension raciale de la ségrégation menée à Cali, n'a pas son pendant pour Bogotá. Dans son étude sur les populations noires à Bogotá réalisée en 1996, Mosquera reprenait une phrase du discours populaire bogotain : «Ici, auparavant, on ne voyait pas de noirs », pour souligner à la fois 'l'invisibilité traditionnelle' de cette population et son apparition récente dans certains quartiers de Bogotá. Depuis lors, des flux de migration économique et de populations réfugiées originaires du Pacifique et de la région

¹ Les sources d'information, recensements et enquêtes, sont présentées dans l'**annexe 2**.

Caraïbe ont produit l'installation de populations noires dans certains quartiers où ils étaient totalement absents auparavant. Mais, au total, la population noire demeure très minoritaire à Bogotá (8 %) sans commune mesure avec son importance à Cali (26 %)¹, et nous ne disposons pas de données statistiques fiables comportant une identification phénotypique de la population.

Cette approche dynamique, comparative et pluri-dimensionnelle des configurations socio-spatiales de Bogotá et de Cali sera développée en trois temps.

La première partie porte sur le modèle de croissance à l'œuvre dans les deux villes. Les rythmes de croissance, les formes d'expansion et la distribution spatiale des densités seront au centre de cette analyse du peuplement des deux systèmes métropolitains. Nous évaluerons la portée du modèle mis en évidence et son éventuelle spécificité latino-américaine. Enfin, on s'interrogera sur les articulations entre ces histoires urbaines et les trajectoires résidentielles des habitants.

Une fois posé ce cadre général, la réflexion s'orientera sur les divisions sociales des espaces urbains. La diversité des dimensions de la ségrégation structure cette seconde partie selon trois facteurs de différenciation sociale des espaces de Bogotá et de Cali : la condition sociale des ménages, leurs caractéristiques démographiques et les origines des migrants. Les distributions spatiales des populations seront interprétées au regard de leurs comportements résidentiels, fortement différenciés. On évoquera enfin les systèmes de représentation de la ségrégation par ceux qui produisent la ville, habitants et gestionnaires.

Dans la troisième partie, consacrée à la dimension raciale de la ségrégation à Cali, nous commencerons par décrire le rôle de ce facteur dans la distribution spatiale des populations, en tenant compte du métissage afro-américain : la population noire sera distinguée de la population afrocolombienne dans son ensemble. Sur la base des indices de ségrégation, nous effectuerons ensuite une comparaison avec les Etats-Unis, enfin, on s'interrogera sur le poids du facteur racial parmi les autres dimensions du processus ségrégatif, en particulier à l'échelle fine des quartiers et des logements.

1. DÉVELOPPEMENT ET CONFIGURATIONS DES ESPACES MÉTROPOLITAINS

L'analyse des dynamiques socio-spatiales de Bogotá et de Cali, puis leur mise en perspective avec les modèles d'urbanisation d'autres régions du Monde, montre les principales spécificités de la croissance de ces grandes villes colombiennes. Dans ces jeunes métropoles, l'histoire de la ville et de ses quartiers et les

¹ Selon l'ENH 2001 (tableau 1 de l'introduction).

trajectoires résidentielles des habitants s'articulent de manière singulière.

1.1. Bogotá : expansion spatiale, densification et métropolisation

Au début du XX^e siècle, Bogotá compte à peine 100 000 habitants. Jusqu'à la fin des années 1930, la croissance démographique reste aux environs de 3 % par an, tandis que la ville enregistre dans le même temps le plus fort taux d'expansion spatiale de son histoire (7 %) : la figure architecturale du 'quartier' fait son apparition en périphérie, en discontinuité avec le noyau urbain ancien.

1940-1970 : une expansion spatiale très rapide

À partir des années 1940, un accroissement naturel rapide et une intense migration d'origine rurale accélèrent sensiblement le rythme de croissance démographique : le taux atteint 7 % par an entre 1951 et 1964 et près de 6 % entre 1964 et 1973. La population passe alors de 330 000 habitants en 1938 à près de 3 millions en 1973. L'expansion spatiale est encore plus rapide : Bogotá est 12 fois plus étendue en 1973 qu'en 1938. La densité de population atteint alors son minimum, passant en dessous du seuil de 100 habitants par hectare au début des années 1970 (tableau 1).

Tableau 1 - Évolution de la densité. Bogotá (1938-1995)

	1938	1958	1964	1973	1985	1993	1995
Population urbaine	330 000*	1 130 000*	1 661 935	2 845 361	4 227 706	5 469 105	
Aire urbanisée (ha)	2 514*	8 084*	14 605*	30 423**	33 149**	37 847**	
Densité (hab/ha)	131*	140*	114	94	127	145	162 ***

Sources : Recensements de la population (DANE, population ajustée)

* : Jaramillo, 1990

** : Montezuma, 1997

*** : Alcaldia de Bogotá, 1996.

L'étalement sur les terres de la *Sabana* s'accompagne de la mise en place d'une nouvelle organisation spatiale. Le centre traditionnel, dont la fonction commerciale et financière s'affirme, est abandonné par les classes aisées pour des localisations plus septentrionales, le long des reliefs situés à l'est. Simultanément, s'accroît le caractère populaire du sud, tandis que l'industrie naissante se concentre à l'ouest, aux environs de la gare. Dès les années 1950, se trouvent ainsi mises en place les structures majeures de Bogotá, qui s'accroîtront ensuite. Les classes aisées poursuivent leur déplacement progressif vers le nord, tandis que le front d'expansion sud de la ville est le fait des populations pauvres. Quant aux classes moyennes, dont l'effectif croît rapidement durant cette période, elles occupent soit les quartiers centraux

abandonnés par les familles aisées, soit les nouveaux quartiers à l'ouest. Cette division sociale des espaces résidentiels s'accompagne de la consolidation d'une structure fonctionnelle articulée autour d'un axe tertiaire centre-nord et un axe industriel centre-ouest.

Les logements destinés aux classes moyennes et aisées sont alors en majorité produits sous forme individuelle (*por encargo*, selon la terminologie proposée par Jaramillo) : l'accédant à la propriété fait construire sa maison par un entrepreneur ou un architecte sur le terrain qu'il a acquis. La production institutionnelle(?) de logement social demeure très nettement insuffisante par rapport à la demande¹. Pour se loger, les populations pauvres, majoritaires, doivent donc partager avec d'autres ménages des logements en location dans le centre ancien (les *inquilinos*) ou, plus fréquemment, recourir à l'auto-construction sur des terrains périphériques occupés illégalement². Ces formes de production du logement très segmentées génèrent une forte hétérogénéité dans l'occupation de l'espace métropolitain, et dessinent une carte des densités bien éloignée du modèle concentrique (Carte 1a) : aux quartiers récemment urbanisés par production illégale de logements où les densités demeurent inférieures à 50 hab/ha, s'opposent certains secteurs du centre historique ou du péricentre sud où la densité dépasse 500 hab/ha.

Les années 1970 : le début de la métropolisation³

Sous l'effet de la transition démographique et d'une baisse d'intensité de la migration, Bogotá entre dans une phase de croissance démographique moins rapide : le taux passe en dessous de 4 % par an au milieu des années 1970. La migration rurale intense des décennies précédentes poursuit néanmoins ses effets : en raison des modifications qu'elle a apportées à la structure par sexe et âge de la capitale, le rythme de croissance naturelle reste élevé (sections 1.1 et 1.3 du chapitre 2).

Au sein du District, la dynamique de croissance varie fortement : alors que les arrondissements centraux perdent de la population entre 1973 et 1985, d'autres, tous en périphérie, ont des rythmes de croissance très rapides (entre 7,5 et 12,5 % par an). L'expansion antérieure le long des axes de communication, qui avait laissé de nombreux interstices inoccupés, cède la place à une occupation plus générale de l'espace à l'intérieur du périmètre

¹ Entre 1964 et 1973, les deux organismes intervenant dans le logement social à Bogotá n'ont produit que 35 000 logements, soit 16 % des logements produits pendant cette période (Jaramillo, 1990).

² À Bogotá, comme à Cali, mais contrairement à de nombreuses autres villes d'Amérique latine, l'*invasión* demeure minoritaire dans le processus d'occupation illégale des terrains. C'est l'*urbanización pirata*, qui constitue la forme la plus courante.

³ Au sens de la mise en place d'une aire métropolitaine.

urbain. Le démarrage de la construction en hauteur provoque l'apparition de secteurs aux densités très élevées : c'est notamment le cas dans le nord-ouest, où se multiplient les immeubles d'appartements pour classes moyennes. Quant au centre historique, même s'il connaît une perte de population entre 1973 et 1985, il conserve une densité élevée.

Les rythmes de croissance des municipes voisins de Bogotá montrent que cette dynamique de peuplement franchit alors les limites du District. Intégrés dans cette dynamique de croissance métropolitaine, les municipes périphériques les plus proches (Soacha, Chia, Cota) connaissent une nette accélération de leur croissance¹. À partir de 1973, la population du District de Bogotá augmente à un rythme moins rapide (3,3 %) que celui des 17 municipes composant la périphérie métropolitaine (4,7 %)².

Carte 1 – Densités de population par secteur. Bogotá (1973 et 1993)

• 1980-2000 : de nouvelles logiques résidentielles à l'échelle métropolitaine

Au début des années 1990, le District de Bogotá compte 5,5 millions d'habitants et sa croissance se maintient à un rythme soutenu (3,3 % par an). La densité augmente sensiblement et retrouve en 1993 le niveau qu'elle avait un demi-siècle auparavant (**tableau 1**). Cette évolution résulte à la fois de la densification progressive des espaces périphériques nouvellement urbanisés, et de la redensification rapide de certains espaces péricentraux (**carte 1b**). Dans le même temps, la dynamique d'expansion spatiale s'accroît selon de nouvelles modalités, au delà des limites du District. Entre 1985 et 1993, le rythme de croissance de la périphérie métropolitaine est deux fois plus rapide que celui de la capitale (6,1 % contre 3,3 %), et dix fois plus que celui des autres municipes du Cundinamarca (0,6 %). Un cinquième de l'accroissement démographique total de l'aire métropolitaine se réalise alors au delà des limites du District, dans une périphérie intégrant un nombre croissant de municipes jouant des rôles spécifiques au sein du système métropolitain : le processus de différenciation socio-spatiale tend à prolonger à l'extérieur de Bogotá les formes de ségrégation présentes dans la capitale³.

Les années 1980 marquent un tournant important dans l'histoire de la ville. La compétition pour l'accès au sol devient plus forte : l'étalement de la ville doit affronter les reliefs qui

¹ Les taux de croissance passent : à Soacha de 5,1 % entre 1964 et 1973 à 9,3 % entre 1973 et 1985 ; de 3,5 à 5,1 % à Chia ; de 2,5 à 4,7 % à Cota.

² Voir en **annexe 2** les définitions du District de Bogotá et des aires métropolitaines de Bogotá et de Cali.

³ Nous y reviendrons en **section 2.1**.

bordent Bogotá au sud et à l'est, mais aussi les grandes propriétés agricoles occidentales, en partie consacrées à la culture intensive de fleurs. Les distances créées par l'expansion spatiale des décennies précédentes et accentuées par les problèmes de transport conduisent à des changements dans les choix résidentiels de certaines catégories sociales. La population la plus pauvre -vis à vis de qui l'action de l'État est toujours très insuffisante- occupe des terres dans des localisations diverses du District (sud-ouest, extrême nord, nord-ouest), sur des reliefs accidentés du sud et dans les municipes périphériques comme Soacha. Dans la même banlieue sud, la construction de *conjuntos cerrados*¹ offre aux classes moyennes l'opportunité de satisfaire dans de bonnes conditions financières leur idéal de logement. Certaines familles aisées s'installent dans la périphérie Nord (Chia, Cota), où elles recherchent une qualité de vie qu'elles ne peuvent plus trouver dans une ville encombrée, polluée et qui manque d'espaces verts ; d'autres familles à hauts revenus, qui aspirent à un rapprochement de leur lieu de travail, trouvent satisfaction dans une offre importante de logements de haut standing localisés dans le péricentre nord, à proximité du principal centre d'affaires de la capitale. Dans un cadre réglementaire peu contraignant, et avec une politique publique du logement favorisant les classes moyennes et aisées, les aspirations résidentielles des différentes catégories de population se combinent avec les stratégies des constructeurs pour produire de profonds changements dans les caractéristiques de l'espace résidentiel et la structure du peuplement métropolitain. Sans qu'il soit le résultat d'une politique volontariste de la part des pouvoirs publics, et tandis que la métropolisation se poursuit, s'amorce un mouvement de **densification du District**.

En un demi-siècle, la ville compacte d'un demi million d'habitants a donc été remplacée par une métropole de plus de 6 millions d'habitants en 1993. Au développement spatial périphérique en vigueur jusqu'aux années 1970, s'est substitué un nouveau modèle de développement, plus endogène et métropolitain :

- la croissance naturelle devient le moteur principal de la croissance démographique, et les mobilités intra-urbaines le principal facteur de la dynamique de peuplement ;
- l'espace déjà urbanisé connaît des transformations et des processus de redensifications rapides ;
- l'étalement urbain s'exerce désormais sur des municipes limitrophes, tandis que d'autres municipes polarisent le processus de métropolisation.

¹ Ensembles résidentiels clos.

1.2. Cali suit-elle le même modèle ?

L'évolution démographique de Cali suit la même tendance que Bogotá. La dynamique démographique des deux villes résulte des deux phénomènes majeurs de l'histoire démographique nationale : la transition démographique, amorcée dès la fin des années 1930, et la baisse d'intensité des flux migratoires en direction des plus grandes villes du pays depuis le milieu des années 1970. Au cours des décennies 1950 et 1960, se conjugaient un accroissement naturel rapide et une migration intense d'origine rurale polarisée par les quatre plus grandes villes du pays (chapitre 1) : le taux de croissance de Cali dépassait alors les 6 % par an. Depuis les années 1970, le rythme de croissance de Cali se ralentit progressivement pour atteindre 3,1 % entre 1973 et 1985, et se stabilise à ce niveau jusqu'en 1993. Au-delà du parallélisme des évolutions démographiques des deux métropoles, trait caractéristique de la dynamique du système urbain colombien, qu'en est-il de la dynamique socio-spatiale : la similarité des évolutions démographiques se retrouve-t-elle dans leur modèle de développement ?

• *Une expansion spatiale intense, mais encore contenue dans les limites municipales*

Les densités de Cali et de Bogotá sont comparables au début des années 1990, de l'ordre de 150 hab/ha. Mais cette similitude est le produit d'évolutions distinctes. À Cali, les densités brutes, sensiblement plus élevées qu'à Bogotá dans les années 1950, chutent de 100 points en 35 ans (tableau 2) : la baisse y est bien plus accusée qu'à Bogotá, témoignant d'un mouvement d'expansion urbaine très actif et toujours à l'œuvre dans les années 1990. Le territoire municipal de Cali n'est pas encore complètement urbanisé et l'expansion urbaine continue de se réaliser en son sein : l'élargissement du périmètre administratif de Cali continue d'intégrer progressivement des terres périphériques détenues par de grands propriétaires cherchant à capter la rente foncière urbaine¹. Entre 1993 et 1998, les arrondissements les plus dynamiques de Cali sont tous en position périphérique (au sud le long des reliefs occidentaux et à l'est), tandis que les secteurs péri-centraux perdent de la population. Le mouvement de

¹ Après l'intégration des terres des haciendas de l'est du municipe des années 1950 aux années 1970, la fin des années 1990 voit l'intégration du lotissement de Desepaz, constituant le 21^{ème} arrondissement de Cali. À Bogotá aussi, pendant plusieurs décennies, l'élargissement du périmètre urbain du District a accompagné le mouvement d'expansion urbaine (en 1954, annexion de 6 municipes limitrophes transformés en arrondissements, auxquels ont été ajoutés successivement Ciudad Kennedy en 1977, Ciudad Bolivar en 1983, puis la circonscription entièrement rurale de Sumapaz en 1986) ; mais ce mouvement d'annexion administrative de municipes par le District s'est arrêté depuis.

densification observé à Bogotá depuis la fin des années 1970 ne se vérifie pas à Cali.

Au-delà de ces différences d'intensité et de temporalité du processus d'expansion, la distribution spatiale des densités à Cali en 1993 (*carte 2*) présente une caractéristique commune avec celle de Bogotá : la différenciation très marquée des espaces résidentiels. Les faibles densités des secteurs résidentiels de classes aisées s'opposent à celles, plus élevées, des zones populaires qui continuent à se densifier. À Cali comme à Bogotá, les différences de consommation d'espace selon les strates sociales sont très marquées.

Tableau 2 – Évolution de la densité. Cali (1945-1993)

	1945*	1958*	1970*	1993 ajustée**
Population urbaine	154 860	455 070	846 045	1 809 054
Aire urbanisée (ha)	730	1 850	3 900	11 939
Densité brute (habitants/ha)	212	246	217	152

Sources : * : Vasquez Benitez, 2001 : 270.

** : Recensements DANE

Carte 2 – Densités de population par secteur. Cali (1993)

• La métropolisation à Cali : facteurs endogènes et exogènes

Si l'on considère leur périphérie métropolitaine, le décalage entre la dynamique des deux villes est plus manifeste. À Cali, le dynamisme démographique n'a pas encore franchi les limites du municiple. Jusqu'en 1985, la population de Cali augmente plus rapidement que celle de la périphérie; le rythme d'accroissement de la périphérie ne rejoint celui de la ville centre qu'au cours de la dernière période intercensitaire (1985-1993). L'analyse détaillée par municipes de la périphérie métropolitaine conforte l'idée d'un processus de métropolisation distinct dans les deux villes. Les rythmes de croissance des municipes périphériques de Cali demeurent modérés au regard de ceux observés en périphérie de Bogotá : aucun ne dépasse 5 % par an entre 1985 et 1993, alors que c'est le cas de la moitié des municipes de la périphérie de Bogotá.

Le municiple de Palmira, qui à lui seul concentre plus de la moitié de la population de la périphérie métropolitaine de Cali, et voit son rythme de croissance ralentir régulièrement depuis 1951, pour atteindre 1 % par an entre 1985 et 1993, est une illustration d'un processus évoqué au *chapitre 1* : la proximité d'une métropole peut avoir des effets contradictoires, d'activation ou de frein de la croissance. L'aéroport de Cali, situé sur ce municiple, a conduit à la création d'une zone franche et industrielle, mais la majorité des travailleurs font quotidiennement la navette depuis Cali pour rejoindre ces emplois. À Palmira comme à Yumbo, les

pôles d'emploi industriel ne se sont pas accompagnées de mobilités résidentielles importantes de main d'oeuvre vers ces municipes. Cela s'explique d'abord par le fait que le municipe de Cali a offert en son sein, durant toute la période de développement de ces pôles d'activité, des solutions résidentielles accessibles à l'ensemble des catégories de main d'oeuvre; ensuite, à cause de l'avantage comparatif de résider à Cali en termes de services urbains et d'accès à l'éducation et la santé; enfin, par la facilité d'accès à ces zones industrielles en transport public.

À partir du début des années 1990, le nord du département du Cauca est intégré au processus de métropolisation (Jimenez, 1999 : 190) : c'est dans ce département qu'est situé le municipe le plus dynamique de la périphérie métropolitaine calénienne entre 1985 et 1993, Puerto Tejada, ville-dortoir hébergeant une main d'oeuvre en majorité peu qualifiée qui travaille dans les exploitations sucrières de la région ou dans l'industrie et les services à Cali. Plus récemment, à partir du milieu des années 1990, le dynamisme des municipes du nord du Cauca est renforcé par l'intervention publique. Visant à « réactiver socialement et économiquement une région déprimée pendant longtemps et dévastée le 6 juin 1994 par un séisme » (Jimenez, 1999 : 172), la Loi 218 de 1995 (dite 'Loi Paez') accorde d'importants avantages fiscaux aux entreprises localisées dans 25 municipes du Cauca et 13 du Huila. Cette loi a manifestement contribué à concentrer la population et la production dans les municipes du nord du Cauca proches de Cali. Dans le contexte de crise économique aiguë que traversait la région, elle a favorisé la création d'entreprises dans le bassin d'emploi de Cali, limitant sans doute l'élévation très alarmante du niveau de chômage à Cali, mais au détriment de son objectif officiel qui était d'offrir des emplois aux populations locales touchées par le séisme. Certains investissements prévus dans les zones franches de Palmira se sont reportés sur les municipes du nord du Cauca pour bénéficier des avantages fiscaux (Jimenez, 1999 : 175)¹. La réactivation économique de Cali se joue actuellement dans les municipes de sa périphérie métropolitaine situés dans le département voisin (celui du Cauca), qui cumulent proximité avec la métropole régionale et exemptions fiscales.

Qu'en conclure sur la dynamique de métropolisation en cours à Cali, par rapport à celle observée à Bogotá ? Calendrier, intensité et modalités du processus distinguent les deux villes :

- pas **d'étalement de l'agglomération urbaine sur des municipes contigus** à Cali : alors qu'à Bogotá elle déborde les limites du District, l'expansion urbaine de Cali – pourtant plus active actuellement - se joue encore dans le

¹ Selon les chiffres des Chambres de commerce du Valle del Cauca et du Cauca repris par Jimenez (1999:181), les investissements correspondant à la création de sociétés, toutes branches d'activités confondues, sont passées entre 1994 et 1996 : de 96 à 41 millions de dollars dans le sud du Valle del Cauca, et de 0,6 à 83 millions dans le nord du Cauca.

périmètre du municiple, en raison du ‘traitement administratif’ qui lui est toujours appliqué dans la capitale du Valle del Cauca ;

- dans les deux cas, intégration de municipes périphériques assurant des fonctions résidentielles en direction de segments spécifiques de la population, et **polarisation** de la croissance économique sur certains municipes bénéficiant d’investissements créateurs d’emplois;
- mais le **rôle de la métropole centrale** moins important à Cali qu’à Bogotá. La dynamique de métropolisation autour de Cali combine les effets spatiaux propres à la capitale régionale (polarisation), avec les effets spatiaux de la Loi Paez qui favorise les municipes du sud de la périphérie métropolitaine, situés dans le département du Cauca. Alors qu’à Bogotá la capitale organise complètement la dynamique métropolitaine, l’évolution du processus de métropolisation autour de Cali s’inscrit dans une dynamique régionale de concentration démographique et économique impliquant deux départements et un facteur relativement exogène à la ville (la loi Paez).

1.3. Un modèle de développement latino-américain ?

L’accélération de la croissance démographique des plus grandes villes dans les années 1950, puis son ralentissement à partir des années 1970 est un phénomène généralisé en Amérique Latine (Cosio-Zavala, 1994). Les modifications apportées à la structure par âge et sexe par les migrations d’origine rurale maintiennent cependant les taux d’accroissement à un niveau élevé, de l’ordre de 3 % par an au début des années 1990.¹ Bogotá et Cali suivent donc une dynamique démographique partagée au niveau du continent : les rythmes et les évolutions de leur croissance n’ont rien d’exceptionnel.

De même, les appréciations portées sur la densité de ces villes, longtemps jugée ‘trop faible’ et devenant récemment ‘trop élevée’, ne résistent pas à la comparaison internationale. En 1990, les densités brutes de Bogotá et de Cali sont certes inférieures à celle de Lima (225 hab/ha) et d’autres grandes villes du continent² ; mais elles sont du même ordre que celles observées à Buenos Aires (144), Guadalajara (153), et largement supérieures à celles de Sao Paulo (92), Rio de Janeiro (81) ou Montevideo (72). Certes, la comparaison est difficile : suivant le ‘traitement

¹ Selon des statistiques des Nations Unies citées par Cosio (1994 : 52), seules font figure d’exception Buenos Aires et Rio de Janeiro, au développement plus précoce : leurs taux sont déjà passés en dessous de la barre des 2 %.

² Selon la base Geopolis (Moriconi-Ebrard, 1994), la moyenne des densités observées dans 21 villes latino-américaines de plus d’un million d’habitants est de l’ordre de 206 hab/ha.

administratif' donné à l'expansion urbaine et au processus de métropolisation, les chiffres recouvrent des réalités très variables. Mais, le constat demeure : Bogotá et Cali ne se singularisent de leurs homologues du continent ni sur le plan de l'évolution démographique globale, ni sur celui des niveaux de densité.

Sans doute les références à la ville dense et aux rythmes de croissance observés en Europe, parfois converties en normes implicites pour les urbanistes, ont-elles contribué à forger l'image d'une exception colombienne. Mais cette explication ne suffit pas. Les moteurs et les modalités de l'expansion périphérique (urbanisation illégale à Bogotá, spéculation foncière des grands propriétaires permise par les cessions et autorisations de construire accordées par la Mairie à Cali¹) rendaient aussi difficilement acceptable cet étalement continu. Ce sont sans doute aussi ces mêmes raisons qui, aujourd'hui, font apparaître problématique la densification des quartiers populaires périphériques de Bogotá. Quoi qu'il en soit, en Colombie comme dans les autres pays de la région, la gestion urbaine s'est concentrée sur l'expansion pendant de longues décennies avant de commencer à s'intéresser, dans le courant des années 1990, à la gestion des espaces déjà urbanisés.

Un point, cependant, déjà signalé au fil de l'analyse des étapes du développement de Bogotá et de Cali, différencie nettement les deux villes (et sans doute l'ensemble Latino-américain) des modèles généraux élaborés en Europe et en Amérique du nord : **la distribution spatiale des densités**. Selon le modèle de Clark (1951), les densités diminuent avec la distance au centre-ville. Depuis la formulation initiale de ce modèle, de nombreux travaux ont montré sa pertinence, tout en soulignant une anomalie récurrente : « la formation d'un cratère central dans la surface des densités » (Dupont et Pumain, 2000 : 66). En 1973 et encore plus nettement en 1993, les densités maximales s'observent effectivement dans le péricentre de Bogotá, et non en plein centre (**carte 1**).

En revanche, le modèle de décroissance des densités avec la distance depuis le péricentre, encore présent à Bogotá en 1985, devient peu lisible dans la carte des densités de 1993 (**carte 1b**). Et il ne se retrouve absolument pas dans la cartographie des densités de Cali en 1993 (**carte 2**). L'organisation concentrique du modèle de distribution des densités est fortement perturbée à Bogotá par une organisation sectorielle : deux secteurs de basses densités (axes nord et ouest) alternent avec deux secteurs de fortes densités (axe nord-ouest et quadrant sud-ouest) (**carte 1b**). L'évolution de la distribution spatiale des densités à Bogotá sur une période de vingt ans contredit également la tendance à l'uniformisation des niveaux de densités au sein de l'espace urbanisé observée dans le monde développé (Dupont et Pumain, 2000 : 52). Dans la capitale

¹ Voir à ce propos : Aprile-Gnisset, 1990 (5-10 ; 33-60).

colombienne, entre 1973 et 1993, les écarts entre les densités des différents secteurs de la ville ne se réduisent aucunement.

L'observations de la géographie des densités à Bogotá et à Cali conduit à une même conclusion : l'importance du facteur socio-économique dans le modèle de développement des grandes villes colombiennes. C'est bien ce facteur qui déforme l'organisation concentrique « idéale » des modèles de densité et maintient un niveau élevé d'inégalités. L.M. Cuervo et S. Jaramillo défendent l'idée d'un modèle d'urbanisation latino-américain, lié à une « certaine spécificité dans la logique socio-spatiale » en Amérique Latine (1998 : 1). Nos analyses tendent à valider leur hypothèse : la composition sociale de la population, avec une moindre importance des classes moyennes dans les sociétés latino-américaines qu'en Europe, expliquerait en effet, pour partie, une **polarisation socio-spatiale très forte**, qui modulerait – sans pour autant s'y substituer – le modèle de peuplement urbain observé dans d'autres continents. La section 2, consacrée au processus de ségrégation, nous donnera l'opportunité de mettre à nouveau cette hypothèse à l'épreuve. Mais auparavant, arrêtons-nous sur les relations qu'entretient ce modèle de développement avec les pratiques résidentielles des habitants.

1.4. Choix résidentiels et mobilités spatiales dans une ville en construction

Pendant plusieurs décennies, l'adéquation entre les formes de production du logement majoritaire, celui des pauvres, et les caractéristiques du système de transport a permis à Bogotá de se développer dans une expansion sans frein sur les terres planes environnantes : les formes d'organisation du transport à Bogotá procuraient une grande souplesse au système, permettant de desservir les quartiers périphériques dès leur apparition. Depuis les années 1980, la capitale colombienne doit affronter une situation nouvelle : la disponibilité en terres, ressource nécessaire à la reproduction du système métropolitain selon le modèle de croissance des décennies antérieures, n'est plus assurée. Usage intensif des terres agricoles, structures foncières et présence des reliefs freinent les possibilités d'expansion spatiale. L'effet de la taille de la ville accumulée par les décennies antérieures de croissance se fait également sentir au niveau de la mobilité quotidienne : sur un territoire s'étendant sur plus de 40 000 ha, l'accessibilité généralisée aux différents lieux de la ville n'est plus assurée, d'autant plus que l'étalement urbain ne s'est pas accompagnée d'une production suffisante de voirie. À partir des années 1990, le coup de grâce est donné par l'augmentation soudaine du parc de véhicules sous l'effet de la politique d'ouverture économique. Les vitesses de déplacement, en particulier dans le nord de la ville où le taux d'équipement

automobile est élevé, baissent sensiblement, entraînant une revalorisation de la proximité géographique.

Les contextes physique, humain et économique locaux impriment évidemment des caractéristiques particulières aux modalités de l'urbanisation à Bogotá. L'ampleur et la rapidité des changements - l'ensemble de cette histoire se déroule sur moins d'un demi-siècle - ont sans doute peu d'égal ailleurs et contribuent également à une certaine spécificité bogotaine. Mais elles ont aussi le mérite de rendre très lisibles certaines évolutions désormais partagées par de nombreuses métropoles du Sud :

- la mobilité résidentielle intra-urbaine devient une composante importante de la dynamique du marché du logement : en 1991, le nombre de logements libérés à Bogotá par la mobilité intra-urbaine était trois fois plus important que le nombre de logements neufs produits (environ 50 000) ; cette proportion, signe d'une 'maturation du système métropolitain' va en augmentant ;
- la mobilité quotidienne joue un rôle accru dans de vastes territoires aux ressources très inégalement réparties.

L'évolution de la population (sa composition, mais aussi ses stratégies résidentielles et ses modèles familiaux), les transformations du parc immobilier, la circulation dans les logements et les mobilités résidentielles sont devenus des éléments essentiels de la dynamique, qui imposent de dépasser une lecture de la ville limitée aux formes de production du logement et de l'espace urbain. L'étape historique dans laquelle se trouvait Bogotá dans les années 1960 - 1970 justifiait cette approche centrée sur la production de l'espace urbain. Désormais, la recherche et la gestion urbaines ne peuvent plus se concentrer uniquement sur la composante "production" : le "stock" (de population, d'espace urbanisé, de logements) est devenu une donnée majeure. Ce basculement du modèle de croissance de Bogotá sur un temps court change aussi les relations réciproques entre les pratiques résidentielles des habitants et la configuration urbaine. Alors que se déroule le cycle de vie des citadins, la ville se construit et se transforme. Cette simultanéité des temporalités - temps biographique et temps de la ville -, définit un contexte singulier, qu'il importe de caractériser avant de passer à la dimension sociale du peuplement, objet de la deuxième section de ce chapitre.

Dans les arbitrages qui président aux choix de localisation et déterminent les trajectoires résidentielles, l'attachement au quartier, l'accession à la propriété et la localisation par rapport à la parenté jouent un rôle important, et ce pour toutes les classes sociales de Bogotá¹. Dans la ville compacte de la première moitié

¹ Les analyses issues des volets quantitatif et qualitatif des enquêtes CEDE-IRD sur la mobilité spatiale à Bogotá mettent en évidence l'importance de ces facteurs, présents - à des degrés divers - pour toutes les classes sociales. Voir les rapports intermédiaires produits entre 1993 et 1997 et, parmi les publications les plus récentes : Dureau, 2000;

du XX^e siècle, ces trois objectifs étaient compatibles. Décohabiter ou accéder à la propriété au plus fort du mouvement d'expansion de Bogotá, dans les années 1960 ou 1970, signifiait par contre s'exiler en périphérie pour bon nombre de ménages des classes populaires et moyennes ne trouvant plus à se loger dans le parc de logements du centre, saturé. Dans cette phase de l'histoire de Bogotá, la décohabitation et l'accession à la propriété entraînaient le plus souvent une dilatation des espaces de mobilité intra-urbaines, traditionnellement très concentrés, et l'éloignement du domicile des parents. Pour les générations accédant à l'autonomie résidentielle après le milieu des années 1980, la configuration urbaine et la distribution du parc de logements n'imposent pas une telle dispersion de leur trajectoire résidentielle : avec la consolidation des quartiers périphériques et l'offre locative qu'elle engendre, les parcours résidentiels peuvent à nouveau se réaliser dans un périmètre restreint, permettant de conserver à la fois une même position dans l'agglomération et la proximité résidentielle avec les parents.

On le voit bien à travers l'exemple de la proximité familiale : selon l'époque, une même logique résidentielle se traduit différemment en terme de localisation et aura des conséquences variables sur les configurations spatiales du peuplement. Les pratiques résidentielles sont fortement contraintes par les étapes du développement et les changements rapides que connaît la configuration d'une ville en pleine croissance. Ce contexte rend très lisible le critère de la localisation dans les choix résidentiels. Position relative dans la ville du moment, la localisation du logement exprime un choix en faveur d'un certain type de rapport à l'agglomération. Aux côtés du statut d'occupation et des attributs physiques du logement (taille, confort, etc.), la localisation détermine, selon les groupes sociaux, un certain accès aux ressources offertes dans les différents lieux de la ville : les emplois, les équipements, les services, les commerces, mais aussi l'entraide familiale. Elle détermine aussi l'accès aux ressources sociales, dans un espace structuré par la pratique collective des lieux, l'expérience qu'on en accumule au cours de la vie et les relations avec leurs habitants.

À cause de la faiblesse des investissements dans le système de transport, l'accessibilité des différents secteurs de Bogotá a changé, et avec elle, dans les années 1980, les choix résidentiels des classes aisées. Il était admis que dans les villes latino-américaines ces choix de localisation n'obéissaient pas à une volonté de rapprochement du lieu de travail : cette image a vécu. Les distances-temps et le caractère éminemment variable de celles-ci prennent sans aucun doute une place grandissante dans les choix résidentiels des ménages : la localisation, et l'accessibilité offerte

par une localisation pour une classe sociale donnée, deviennent des facteurs déterminants des comportements.

2. LA SÉGRÉGATION, UN PROCESSUS PLURIDIMENSIONNEL

La diversité des dimensions de la ségrégation, son caractère « multiforme », comme le désigne P. Simon, (2000 : 302) est au centre de cette seconde partie. La dimension sociale y est articulée à deux autres dimensions, essentielles dans de métropoles jeunes comptant de nombreux migrants : la dimension démographique (âge et taille des ménages), et l'origine régionale des migrants. En nous basant sur la localisation résidentielle observée par les recensements, nous tenterons d'appréhender par des cartes et des indices de ségrégation (**encart 1**), des images des configurations socio-spatiales qui permettent de mesurer et décrire le phénomène. Ces indications quantitatives autorisent la comparaison entre les dimensions de la ségrégation, entre les deux villes considérées et dans le temps à Bogotá. Comment les différences de temporalité évoquées dans la première partie se traduisent-elles dans les configurations sociales des deux espaces métropolitains ? Quelles modifications du schéma de ségrégation accompagnent le développement de Bogotá et celui de Cali ? Telles sont les principales questions que nous aborderons avec cette analyse comparative et diachronique de la ségrégation. Elle sera complétée, sur le cas de Bogotá, par l'analyse d'un facteur qui participe pleinement au processus ségrégatif : la perception de la ségrégation par ceux qui produisent la ville, habitants et gestionnaires.

Encart 1 – *Les mesures de la ségrégation à partir des données des recensements*

Le débat théorique et méthodologique sur la mesure et l'analyse de la ségrégation résidentielle, démarré dans les années vingt au sein de l'école de Chicago, n'a pas cessé depuis. Ce n'est pas ici le lieu d'y entrer. Il s'agit simplement de résumer les choix de méthode qui sous-tendent les analyses présentées dans cette section.

Les bases de données désagrégées (fichiers des individus et des ménages), disponibles pour 1973, 1985 et 1993 à Bogotá et pour 1993 à Cali, ont été utilisées pour produire des statistiques qui agrègent **au niveau des secteurs de recensement** (au nombre de 600 à Bogotá et 330 à Cali, en 1993) les effectifs de population caractérisée par différents critères correspondant aux dimensions démographique (catégories d'âge, taille du ménage), sociale (indicateur de condition sociale, promiscuité dans le logement) et selon l'origine migratoire (régions d'origine, population native des deux villes), du phénomène ségrégatif. Deux approches de la ségrégation à différentes échelles sont alors pratiquées.

La cartographie par secteur de recensement permet d'appréhender les schémas de distribution spatiale de différentes catégories de population à différentes échelles, et d'apprécier les oppositions ou les coïncidences spatiales qu'ils manifestent entre eux. Mises en perspective avec d'autres structures

spatiales qui les déterminent éventuellement (historiques, économiques, d'infrastructures, etc.), ces cartes autorisent aussi une interprétation comparée des situations et des logiques à l'oeuvre dans les deux villes. En revanche, elles ne permettent pas de juger de l'intensité de la concentration propre à chaque catégorie ni, pour une catégorie donnée, de sa variation d'une ville à l'autre ou d'une date à l'autre.

À cet effet, **des indices de ségrégation** sont calculés **au niveau de l'ensemble de la ville et pour chacun des arrondissements qui la compose** (19 *alcaldías menores* à Bogotá, 20 *comunas* à Cali) ; dans les deux cas, le calcul se fait par sommation de statistiques agrégées au niveau des secteurs de recensement. Nous avons retenu deux indices parmi la multitude de ceux proposés dans la littérature. Le premier est **l'indice de dissimilarité** devenu un classique depuis son inauguration par Duncan et Duncan en 1955, choisi parce qu'il permet la comparaison internationale. Le second est issu d'une publication récente (Hutchens, 2001). Baptisé par l'auteur **'indice de la racine carré'**, il réunit sept propriétés mathématiques importantes au plan théorique ; certaines manquent aux deux indices les plus fréquemment utilisés (dissimilarité et indice de Gini), ce qui alimente, depuis plus de quarante ans, une controverse méthodologique dans les revues spécialisées¹. Au plan empirique, nous n'avons pas connaissance actuellement d'application de cet indice à des données réelles (Hutchens n'utilise qu'une simulation). Nous avons donc là une bonne occasion de commencer ; en outre, l'exercice de simulation de Hutchens, comme notre application, montrent à la fois la bonne cohérence de cet indice avec celui de dissimilarité et sa supériorité sur ce dernier en raison de sa sensibilité à une redistribution de population entre zones de sur (ou sous) représentation. Ces deux indices ont les expressions suivantes.

Dissimilarité :

$$D = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^I \left| \frac{n_{1,i}}{N_1} - \frac{n_{2,i}}{N_2} \right|$$

Racine carré :

$$R = 1 - \sum_{i=1}^I \sqrt{\frac{n_{1,i}}{N_1} \times \frac{n_{2,i}}{N_2}}$$

Où i , variant de 1 à I , décrit les secteurs de recensement de la ville (ou de l'arrondissement) ; $N_{1,i}$ et $N_{2,i}$ sont les populations totales des catégories de population 1 et 2 dans la ville (ou l'arrondissement) ; $n_{1,i}$ et $n_{2,i}$ sont les populations totales des catégories 1 et 2 dans l'unité i .

Pour l'application à l'étude de la ségrégation à Bogotá et Cali, nous avons toujours considéré comme catégorie 2 le complémentaire de la catégorie 1 dans la population totale.

Les deux indices varient entre 0 et 1, en prenant :

- la valeur 0 quand toutes les unités ont la composition moyenne (invariance = ségrégation nulle),
- la valeur 1 lorsque les deux catégories ne partagent aucune unité ('chacun chez soi' = ségrégation totale).

Avant d'entrer dans l'analyse des différentes dimensions de la ségrégation, on peut tirer les premiers enseignements de l'exercice comparatif. L'intensité du processus ségrégatif - mesurée selon l'indice de Hutchens que nous prendrons comme référence dans ce chapitre- varie à la fois selon le contexte urbain et selon la dimension considérée (**tableau 3**). Ainsi, en même temps qu'ils différencient les deux villes, les indices établissent une nette hiérarchie dans les facteurs de la ségrégation :

¹ Pour une bonne synthèse à ce sujet, voir Massey et Denton, 1988

- dans les deux villes, la dimension socio-économique, appréhendée par l'indicateur de 'condition sociale du ménage' s'affirme incontestablement comme le premier facteur de différenciation du peuplement ;
- l'intensité de la différenciation sociale des espaces urbains est du même ordre à Bogotá et Cali pour ce qui a trait à la condition sociale des ménages en 1993 et la composition par âge ;
- en revanche, la taille du ménage et l'origine migratoire introduisent des différenciations plus marquées à Bogotá qu'à Cali.

La tendance à l'homogénéité sociale s'impose donc comme la logique dominante de concentration résidentielle, au regard des logiques liées à la position dans le cycle de vie ou à l'origine géographique ; c'est par cette dimension que nous débuterons l'analyse.

Tableau 3a – Indicateurs de ségrégation (indice de la racine carrée, Hutchens). Bogotá, 1973-1985-1993

	Valeur pour l'ensemble de la ville*	Moyenne des valeurs par arrondissement**	Ratio R***
Condition sociale du ménage ¹ :			
1973 1 ^{er} quartile	0,13	0,08	0,61
2 ^{ème} quartile	0,06	0,04	0,64
3 ^{ème} quartile	0,04	0,02	0,55
4 ^{ème} quartile	0,19	0,09	0,50
1985 1 ^{er} quartile	0,18	0,12	0,69
2 ^{ème} quartile	0,08	0,06	0,80
3 ^{ème} quartile	0,05	0,03	0,60
4 ^{ème} quartile	0,24	0,15	0,62
1993 1 ^{er} quartile	0,14	0,09	0,64
2 ^{ème} quartile	0,05	0,03	0,66
3 ^{ème} quartile	0,03	0,02	0,56
4 ^{ème} quartile	0,16	0,08	0,48
Caractéristiques démographiques (1985) :			
Individus < 15 ans	0,01	0,01	0,51
Individus >= 60 ans	0,03	0,01	0,43
Ménages unipersonnels	0,07	0,04	0,58
Lieu de naissance des individus (1985) :			
Natifs de Bogotá	0,02	0,02	1,04
Migrants d'Antioquia	0,08	0,06	0,74
Migrants du Boyacá	0,02	0,01	0,74
Migr. du Cundinamarca	0,05	0,05	1,07
Migrants du Tolima	0,02	0,02	0,81
Migrants de l'étranger	0,47	0,38	0,81

¹ Dans les deux villes, l'indicateur de condition sociale du ménage correspond à la somme des années d'étude des membres du ménage de plus de 15 ans, divisé par le nombre de personnes par pièce dans le logement. Dans le contexte des villes colombiennes, l'étroite association du niveau d'éducation et de la promiscuité dans le logement avec le revenu rendent cet indicateur particulièrement pertinent.

Sources : recensement de la population DANE de 1973, 1985 et 1993. Calculs O. Barbary sur fichiers individuels.

Notes : * Nombre total de secteurs en 1973 : 476, 1985 : 537 et 1993 : 599. ** Nombre d'arrondissements (*alcaldias menores*) : 19. *** Ratio R : Moyenne des valeurs par arrondissement/Valeur ensemble ville. Ce ratio s'interprète comme un indicateur de l'intensité de la ségrégation à l'intérieur des arrondissements, relativement à son intensité globale, dans la ville entière.

Tableau 3b – Indicateurs de ségrégation (indice de la racine carrée, Hutchens). Cali, 1993.

	Valeur pour l'ensemble de la ville*	Moyenne des valeurs par arrondissement**	Ratio R***
Condition sociale du ménage :			
1 ^{er} quartile	0,15	0,07	0,43
2 ^{ème} quartile	0,05	0,02	0,31
3 ^{ème} quartile	0,03	0,02	0,52
4 ^{ème} quartile	0,16	0,04	0,24
Caractéristiques démographiques :			
Individus < 15 ans	0,01	0,00	0,26
Individus >= 60 ans	0,03	0,01	0,25
Ménages unipersonnels	0,03	0,03	0,39
Lieu de naissance des individus :			
Natifs de Cali	0,01	0,01	0,70
Migrants de la zone de peuplement afrocolombi.	0,03	0,01	0,31
Migrants intérieur dép. Valle, Cauca, Nariño	0,00	0,00	0,81
Migrants dép. Antioquia, Viejo Caldas	0,01	0,00	0,74

Sources : recensement de la population DANE de 1993. Calculs O. Barbary sur fichiers individuels.

Notes : * Nombre total de secteurs : 330. ** Nombre d'arrondissements (*comunas*) : 20. *** Ratio R : Moyenne des valeurs par arrondissement/Valeur ensemble ville.

2.1. Les échelles de la polarisation sociale de l'espace urbain

• Des organisations socio-spatiales en grands blocs

À l'orée du XXI^e siècle, dans les deux villes, les espaces résidentiels des différentes classes sociales se distribuent selon une organisation en grandes zones, qui se distinguent également par leur densité.

À Bogotá, l'opposition entre un sud pauvre, un nord riche, et un ouest occupé par les classes moyennes mise en place dès le milieu du XX^e siècle est toujours très visible en 1990 (carte 3). Avec le processus de métropolisation, cette **organisation sectorielle** – de même que la structuration fonctionnelle le long des axes de communication – se prolonge au-delà des limites du District. La logique métropolitaine intègre les municipes

périphériques en leur assignant des rôles spécifiques dans le système d'habitat métropolitain. Alors que la périphérie nord accueille des populations plutôt aisées, les quartiers populaires s'étalent au sud, sur le municipe de Soacha ; la périphérie occidentale accueille, quant à elle, des populations ouvrières employées dans l'industrie ou la floriculture. La limite du District ne remet pas en cause les règles traditionnelles de la distribution spatiale des classes sociales : par contre, en raison de l'absence de redistribution des ressources budgétaires entre municipes de l'aire métropolitaine, le franchissement de cette limite se traduit pas une exacerbation des effets de la ségrégation dans l'accès aux équipements et aux services urbains.

À Cali, la distribution des catégories sociales dans l'espace s'organise selon un schéma '**en bandes**' (carte 4). La population pauvre est fortement concentrée dans deux bandes périphériques : les quartiers de la frange nord-est et les extensions sur les versants montagneux de l'Ouest. Cet ensemble d'arrondissements, qui correspond à la majeure partie des noyaux de plus forte densité résidentielle (carte 2), regroupe en 1998 55 % de la population de la ville (Urrea et Ortiz, 1999 :7). Négatif du schéma précédent, l'espace résidentiel des catégories les plus aisées s'étend sur les quartiers les moins densément peuplés, avec une vaste emprise territoriale le long d'un couloir nord-sud. Les classes moyennes habitent le centre et les arrondissements péricentraux ; dans la partie est de ce secteur, elles partagent avec les classes les plus pauvres l'espace de plus forte densité de la ville.

Carte 3 – Condition sociale des ménages. Bogotá, 1993

Cartes 4 – Condition sociale des ménages. Cali, 1993

La covariation des caractéristiques sociales et de la densité du peuplement, manifeste pour les deux villes, n'est bien sûr pas fortuite. Gestion de la ressource foncière et segmentation des formes de production du logement expliquent pour une large part ces dispositifs de peuplement, et l'ampleur des inégalités qui les traversent.

À Cali, à la suite des travaux de Aprile Gniset et Mosquera (1990, 1999), il faut insister sur l'importance de deux facteurs qui marquent cette dynamique pour l'ensemble de la période 1945-1990. La main-mise de l'élite financière calénienne et cosmopolite sur le foncier municipal, initiée dès la fin du XIX^e siècle se poursuit jusqu'à aujourd'hui ; les tentatives de récupération du contrôle du sol par les administrations municipales successives jusqu'à des décisions de justice récentes ont toutes échoué. Sous la pression de ces élites, ces terres sont progressivement intégrées au périmètre urbain. Les terrains les mieux situés font l'objet d'opérations de promotion immobilière en direction des catégories de population les plus aisées et deviennent l'enjeu de très fortes

spéculations foncières (ils correspondent au couloir nord-sud déjà évoqué) ; à l'opposé, les terrains non susceptibles en l'état de dégager une rente foncière importante, sont abandonnés au logement social ou à l'auto-construction. Parallèlement, les programmes de logements sociaux jouent un rôle fondamental dans l'expansion horizontale de la ville (tendance générale jusqu'aux années 1970) puis, progressivement, dans l'augmentation des densités de population dans des quartiers de plus en plus périphériques. Là encore, l'espace résidentiel connaît une segmentation sociale selon la distance au centre.

La très forte segmentation de la production du logement à Bogotá¹ joue incontestablement un rôle essentiel dans l'intensité de la ségrégation : dans la phase d'expansion spatiale, les logiques de chacune des formes de production (étatique, capitaliste, sur commande, et auto-construction) ont dessiné un parc de logements à la distribution spatiale bien définie, dont chacun des segments correspond à un peuplement initial par des catégories de population spécifiques. La bipolarisation sociale de l'espace urbain s'est ainsi affirmée, puis étendue, aboutissant à une division globale opposant un Nord riche à un Sud pauvre, sensiblement plus dense.

Si les facteurs structureaux jouaient un rôle de premier plan dans la phase d'expansion, d'autres mécanismes sont maintenant à l'œuvre et jouent un rôle accru au stade de développement actuel de Bogotá. Dans les villes colombiennes comme ailleurs, les seules caractéristiques du parc de logements (type de logement, taille, statut d'occupation ou localisation) ne suffisent pas à expliquer les choix résidentiels : les logiques affinitaires sont aussi à l'œuvre. Selon les catégories sociales, certaines localisations sont recherchées, d'autres sont à éviter ou sont financièrement inaccessibles. Les déménagements s'effectuent le plus souvent sur de très courtes distances, permettant de maintenir à la fois une position dans l'agglomération et la proximité avec les réseaux de relations, en particulier familiaux. Pour les ménages aisés comme pour les classes moyennes et les plus pauvres, ces réseaux sont déterminants dans les choix résidentiels. Dans une société où les ascensions sociales –même intergénérationnelles– sont bien moins fréquentes que dans les décennies 1960 et 1970, cette pratique contribue incontestablement à entretenir les polarisations sociales initiales imposées par le parc de logements.

• *Des échelles plus diversifiées à Bogotá*

Les divisions sociales des espaces urbains de Bogotá et Cali, la forte visibilité que leur confère leur organisation en grandes zones, tendent à conforter le constat, souvent porté, d'espaces « très

¹ Voir les travaux sur les formes de production du logement de Jaramillo, Giraldo et, plus récemment, Parias.

fortement ségrégués ». Cette affirmation est-elle vérifiée, lorsque l'on situe le niveau de ségrégation sociale des deux villes colombiennes à l'échelle internationale?

Notre seule référence statistique latino-américaine concerne Santiago du Chili (Sabatini et Arenas, 2001)¹. Les valeurs de l'indice de dissimilarité pour les six strates de condition sociale du ménage considérées dans la capitale chilienne varient de 0,53 (pour la strate « *extreme lower* » qui compte 8 % de la population) à 0,71 (pour « *higher* » – 11 % de la population), selon une courbe qui passe par le minimum de 0,26 pour la strate la plus nombreuse (« *lower midle* », 45 % du total). Les valeurs observées pour le même indice à Bogotá et à Cali, mais sur des catégories moins détaillées et d'effectifs égaux (quartiles de l'indicateur de condition sociale du ménage), sont logiquement un peu inférieures (0,42 et 0,43 pour le premier quartile, 0,46 pour le dernier). Mais elles conservent à la fois les ordres de grandeur et la forme de la distribution, avec des valeurs d'indices inférieures pour les classes moyennes, plus élevées pour les pauvres, et encore davantage pour les ménages les plus favorisés.

La similarité des courbes de Bogotá et de Cali en 1993 est remarquable, ainsi que la constance de la forme de la courbe au cours du temps à Bogotá: l'intensification de la ségrégation en 1985 à Bogotá conserve le dispositif global de ségrégation. Il semble bien que la situation colombienne ne soit pas exceptionnelle dans le contexte latino-américain de forte segmentation socio-spatiale des milieux urbains. Ce qui frappe au contraire c'est la **grande similitude des indices dans l'espace** (Bogotá, Cali, Santiago) **et dans le temps** (1973-1993 à Bogotá) soulignant l'intérêt d'étendre et systématiser les approches comparatives du phénomène, sous réserve, nous allons le voir maintenant, de ne pas se limiter à ces indicateurs globaux.

Revenons en effet aux deux villes colombiennes. Les indices par arrondissement (**tableau 3**) montrent que les arrondissements de Bogotá ont une composition sociale moins homogène que ceux de Cali. Ils montrent aussi que les arrondissements de Bogotá sont plus différents les uns des autres : aux côtés d'arrondissements à la composition sociale très homogène, d'autres hébergent une population beaucoup plus diversifiée socialement. **En 1993, le processus ségrégatif s'exprime à des échelles plus diverses à**

¹ La source statistique utilisée est une enquête Origine-Destination réalisée en 1991 auprès d'un échantillon de ménages réparti dans 510 zones de recensement. Les auteurs ne fournissent malheureusement aucune information sur le plan de sondage, ni même la taille de l'échantillon. On sait en revanche que la population moyenne des 350 zones enquêtées est de 3 530 individus, une taille comparable à celles des secteurs de recensement en Colombie ou des « *census tracks* » aux États-Unis. Il faut donc prendre les résultats de cette étude avec certaines précautions (il est possible que les intervalles de confiance importants des estimations par zone majoraient les valeurs de l'indice); toutefois, l'importance de l'enquête garantit probablement la fiabilité des ordres de grandeur.

Bogotá qu'à Cali. Dans la capitale colombienne, l'organisation sectorielle héritée des décennies de forte expansion spatiale s'est complexifiée, avec des situations locales de mixité sociale inédites. Il ne s'agit pas là d'une substitution d'une échelle de ségrégation à une autre, mais bien de l'apparition d'une nouvelle échelle, plus micro, de la ségrégation, qui module le schéma global de distribution des classes sociales dans l'espace.

À Cali, des mixités sociales limitées aux espaces-frontières

Même si les écarts des indices calculés par arrondissement sont moins importants qu'à Bogotá, on observe pourtant des situations contrastées entre les quartiers de Cali.

Un premier groupe d'arrondissements, au peuplement très homogène, intègre à la fois des quartiers d'habitat populaire et d'autres de classes moyennes. L'homogénéité du parc de logements (quartiers d'invasion auto-construits et programmes de logements sociaux) et des localisations éloignées des aires sociales les plus favorisées de la ville impliquant l'absence de 'frontières sociales' internes ou avec les arrondissements voisins y créent un peuplement très homogène ; il s'agit soit d'arrondissements périphériques situés le long du front actuel d'urbanisation, soit d'arrondissements enclavés au sein du grand espace résidentiel des couches moyennes et populaires de l'est de la ville.

Un second groupe se caractérise par une hétérogénéité interne moyenne ; il rassemble les quartiers populaires les moins enclavés, le reste des quartiers de classes moyennes centraux et péricentraux, ainsi que l'extension sud du couloir des quartiers aisés. Dans chacun de ces trois espaces, la diversité du parc de logements selon le statut d'occupation, la taille et le standing est en effet importante, générant directement une spécialisation sociale du peuplement à l'échelle des quartiers.

Enfin, les zones de contact entre aires sociales opposées (riches/pauvres), situées le long des franges orientales et occidentales de l'axe des quartiers aisés, constituent les lieux de plus fortes polarisation locale. En terme de géographie sociale, il faut distinguer deux situations. D'une part, celles des populations pauvres, minoritaires dans le couloir central aisé et confinées dans des enclaves le plus souvent situées aux marges de ces arrondissements, constituées par le segment le plus dégradé du parc de logement locatif (chambres, *inquilinos*). D'autre part, le cas d'un arrondissement traversé par la frontière entre les quartiers populaires d'auto-construction du versant montagneux et les quartiers résidentiels aisés qui occupent sa partie plane.

En résumé, on peut affirmer qu'à Cali, les quelques exemples de forte ségrégation à l'intérieur des trois grandes aires sociales qui composent la ville s'expliquent par une hétérogénéité sociale limitée aux espaces-frontières entre ces aires, situés à leurs marges.

• **De nouvelles proximités spatiales entre groupes sociaux à Bogotá**

Les années 1980 ont été marquées par un tournant important dans le modèle de développement urbain de Bogotá, décrit en **section 1**, qui se traduit dans l'évolution des indices de ségrégation calculés pour l'ensemble de la ville et de ses arrondissements : ils passent par un maximum en 1985, avant de retrouver en 1993 leur niveau de 1973. Dans un contexte marqué à la fois par une compétition accrue pour l'accès à une ressource foncière devenue rare et la multiplication des *conjuntos cerrados*, commencent à apparaître de nouvelles proximités spatiales entre groupes sociaux, générant dans certains arrondissements des situations de ségrégation à un niveau micro-local. Selon les arrondissements, les situations sont très différenciées sur l'ensemble de la période 1973-1993 : sauf pour la population la plus aisée pour laquelle les différences entre arrondissements s'estompent dès la fin des années 1970, les écarts entre arrondissements demeurent du même ordre tout au long de la période. Quelques exemples permettront d'illustrer les processus à l'œuvre dans le péricentre et en périphérie sud¹.

Les **quartiers péricentraux** connaissent depuis le milieu des années 1980 des transformations importantes dans la composition de leur population, selon des processus bien distincts au nord et au sud.

La dégradation des conditions de transport, liée à une augmentation brutale du parc automobile, et l'insertion professionnelle des femmes conduisent un nombre important de familles aisées à se rapprocher de leur lieu de travail. Ce nouvel attrait de localisations plus centrales s'est traduit par des changements très rapides dans l'effectif et la composition démographique du **péricentre nord**. L'évolution ascendante du quartier est manifeste : les ménages installés à partir du milieu des années 1980 sont plus aisés que ceux installés pendant la décennie antérieure, à une époque de déclin du quartier où les classes les plus aisées l'abandonnaient pour des localisations plus septentrionales. Les indices de ségrégation de l'arrondissement (Chapinero), déjà élevés en 1973, augmentent sensiblement : la diversification de la population correspond de fait à la mise en place d'une mosaïque de petits espaces très homogènes socialement. L'arrivée des familles à hauts revenus se réalise dans des îlots spécifiques, et les familles populaires se retrouvent confinées dans des espaces de plus en plus restreints : les interstices encore épargnés par l'évolution ascendante de ce secteur. Les transformations physiques du péricentre nord, directement responsables de cette configuration socio-spatiale,

¹ Les informations relatives aux pratiques résidentielles sont issues des volets démographique et anthropologique des enquêtes Cede-Orstom de 1993.

expriment clairement le processus d'embourgeoisement en cours dans ce secteur de Bogotá.

En revanche, d'autres évolutions, à l'œuvre dans le **péricentre sud**, ne se lisent pas directement dans le paysage urbain. L'arrondissement de Rafaël Uribe connaît un processus rapide de subdivision des grandes maisons en appartements occupés par des familles aux revenus moins importants que les habitants traditionnels : densification démographique et tendance à la baisse du niveau socio-économique de la population s'y réalisent sans que le bâti ne fasse l'objet de transformation visible extérieurement. Il s'agit pourtant d'un processus confirmé par les indices de ségrégation de cet arrondissement : ils suivent tous une tendance régulière à la baisse entre 1973 et 1993. Tandis que les contrastes sociaux s'amplifient dans le péricentre nord, le péricentre sud connaît une homogénéisation de la population. Là encore, le rôle des formes architecturales doit être souligné, aux côtés de facteurs d'ordre économique : la présence de grandes maisons bourgeoises, dont la disposition interne des pièces se prêtait à une subdivision interne, a facilité cette évolution sociale du péricentre sud.

Dans les **arrondissements périphériques**, les situations sont également très diversifiées, preuve supplémentaire que des dissymétries fortes demeurent effectives dans le modèle de développement de Bogotá. La périphérie **occidentale** garde des niveaux de ségrégation modérés sur l'ensemble de la période ou seulement depuis 1985 : classes moyennes et populaires cohabitent dans des espaces aux gradients peu marqués. En revanche, au **nord**, l'arrondissement d'Usaquen présente des niveaux de ségrégation nettement supérieurs aux valeurs observées sur l'ensemble de la ville, et ce de manière systématique depuis 1973. Tout au long de la période, la production de logements a été importante : production individuelle, programme de logements ou auto-construction sur des terrains occupés illégalement ont contribué à la production d'un parc de logements diversifié, s'adressant à l'ensemble de l'échelle sociale. Cette production s'est réalisée selon une division spatiale marquée au sein de l'arrondissement, produisant des indices de ségrégation particulièrement élevés. Mais, là encore, les signes d'une diversification locale de la population se manifestent, entraînant une forte diminution des indices entre 1985 et 1993.

À l'opposé de la ville, dans la périphérie **sud** traditionnellement laissée aux quartiers populaires, l'apparition des résidences pour classes moyennes à la fin des années 1980 se traduit dans l'augmentation des valeurs des indices de ségrégation correspondant au troisième quartile de l'indicateur de condition sociale. Ce phénomène touche non seulement les arrondissements périphériques du District, mais aussi le municipe de Soacha. L'offre de logements pour classes moyennes dans le sud est un phénomène directement lié au manque de terres urbanisables dans

les territoires classiques d'installation de ces populations et à la diffusion d'un type d'habitat particulier : le *conjunto cerrado*, clos et surveillé par des vigiles. Attirées par le prix des logements et la qualité de la desserte routière, des familles de classes moyennes s'installent dans le sud. Encore à ses prémices à la fin des années 1980, ce mouvement se poursuit et s'intensifie tout au long des années 1990 : le Sud est devenu "habitable"... moyennant de résider dans ses enclaves protégées.

La diversification des échelles de la ségrégation à Bogotá est manifeste : indices de ségrégation, observations approfondies de certains quartiers et des logiques résidentielles de leurs habitants démontrent, de façon très convergente, la réalité de cette évolution. Le nouveau modèle de développement de Bogotá s'accompagne donc d'une évolution des caractéristiques géographiques de la ségrégation sociale. Aux côtés des facteurs relatifs à la production du logement et aux logiques résidentielles des Bogotains, un troisième facteur a joué un rôle important dans ce changement : les formes architecturales. La littérature actuelle insiste sur les *conjuntos cerrados*¹ : ils favorisent incontestablement la proximité spatiale des différents segments de population. Mais les caractéristiques du parc de logement ancien ne doivent pas être négligées : l'histoire imprime ses marques dans la polarisation sociale générale de l'espace urbain, dans la perception de la hiérarchie des quartiers (nous y reviendrons en section 2.4), mais aussi dans son patrimoine bâti, plus ou moins apte à générer de la densification ou de la cohabitation entre groupes sociaux.

Au décalage temporel dans les modèles de développement des deux villes mis en évidence dans la première section de ce chapitre, répond donc une différence dans les caractéristiques du dispositif de ségrégation sociale. La diversification des échelles de la ségrégation observée à Bogotá n'est pas encore effective à Cali. Pour autant, l'intensité du processus - telle que mesurée par les indices- est actuellement la même dans les deux villes : mais ce niveau ne résulte ni de la même histoire, ni de la même géographie sociale. Cette observation incite à la prudence quant aux comparaisons internationales basées sur les seules valeurs globales des indices de ségrégation. Elle conduit aussi à s'interroger sur les significations et les conséquences de ce changement d'échelle de la ségrégation sociale et, partant, de sa moindre visibilité.

2.2. Histoire de la ville et cycle de vie des citadins

Le cycle de vie intervient souvent de façon importante dans la différenciation sociale des espaces métropolitains². Valeurs des indices (tableau 3) et cartes 5 et 6 montrent effectivement qu'à

¹ À propos de ce type d'habitat, voir la section 3 du Chapitre 5.

Bogotá comme à Cali, les quartiers présentent des différences significatives quant à la structure par âge (ségrégation modérée dans les deux cas) et la taille des ménages (ségrégation plus forte, surtout à Bogotá).

La spécialisation du peuplement selon la position des populations dans le cycle de vie semble se produire assez **indépendamment de la composition sociale des quartiers**. En témoignent les formes très différentes des distributions spatiales observées selon l'un ou l'autre critère : en auréoles grossièrement concentriques en ce qui concerne la segmentation démographique (la taille des ménages augmente avec la distance au centre et, dans le même temps, la structure par âge devient plus jeune) ; en secteurs ou en bandes comme nous l'avons vu, pour la polarisation sociale. Les deux dispositifs présentent néanmoins certaines coïncidences : par exemple la distribution spatiale périphérique des populations les plus jeunes correspond grossièrement à celle des quartiers populaires, tandis que les ménages unipersonnels se concentrent sur des localisations centrales et péri-centrales, socialement mixtes. Des constats semblables ont été faits ailleurs¹ : nous sommes là en présence de tendances assez universelles de la structuration démographique et sociale du milieu urbain au regard desquelles, à nouveau, les deux villes colombiennes ne se singularisent pas fortement. Cependant, pour mettre au jour les comportements des acteurs qui participent à la production de ces dispositifs spatiaux, il faut entrer dans le détail ; nous nous appuyerons principalement pour cela sur le cas de Bogotá.

Carte 5 – Population de moins de 15 ans et de plus de 60 ans. Ménages unipersonnels. Bogotá (1985)

Carte 6 – Population de moins de 15 ans et de plus de 60 ans. Ménages unipersonnels. Cali (1993)

L'expansion spatiale des villes se lit dans la composition par âge de la population de leurs quartiers. Alors que la population âgée se concentre dans les quartier anciens, les périphéries comptent des proportions importantes d'enfants (**cartes 5 et 6**) : âge des habitants et âge des quartiers vont de pair. Plusieurs caractéristiques des pratiques résidentielles en cours dans ces villes expliquent ces configurations. D'une part, avec l'âge et, surtout, l'accès à la propriété, les changements de logement deviennent moins fréquents ; d'autre part, comme cela a déjà été évoqué, les déménagements s'effectuent le plus souvent sur de

² Voir, dans "Métropoles en mouvement" (Dureau et alii, 2000) : Paris (Simon : 303-306), Montréal (Dansereau : 289-295).

¹ Voir, par exemple, dans "Métropoles en mouvement" (Dureau et alii, 2000): Paris (Simon : 303-306), Santiago du Chili (Paquette : 310-315), Montréal (Dansereau : 289-295).

très courtes distances¹, tendant à maintenir la population dans le quartier où elle a débuté son parcours résidentiel autonome.

Qu'il s'agisse des locataires des classes populaires habitant de longue date le quartier ouvrier de la Perseverancia dans la partie nord de l'arrondissement de Santa Fé² (péricentre de Bogotá) ou des propriétaires plus aisés de Chapinero, ni les uns ni les autres ne quittent massivement ces quartiers urbanisés depuis les années 1950, aboutissant de fait aux plus fortes concentrations de personnes âgées observées à Bogotá. Cette stabilité géographique demeure aujourd'hui, résistant aux mouvements d'embourgeoisement. Pourtant les anciens habitants de ces quartiers affrontent simultanément une forte augmentation de prix des commerces et des services de proximité, une pression fiscale accrue et une forte augmentation des tarifs des services publics. Les caractéristiques urbanistiques de nombreux îlots de Chapinero ont offert aux entrepreneurs un terrain favorable à une transformation rapide du bâti : les maisons occupant des parcelles, assez grandes et aux mains de propriétaires individuels, ont pu facilement être démolies et remplacées par des immeubles. Non régulée, la transformation brutale de ce secteur se traduit par un coût social et humain important pour les anciens habitants : pour eux, l'évolution ascendante du quartier correspond à une dégradation de leurs conditions de vie, qui ne provoque pourtant pas de départs massifs du péricentre. Même pour les habitants de Chapinero, aux ressources sensiblement plus élevés que ceux de Perseverancia, ce choix est fortement contraint : une partie d'entre eux se sont installés à un moment de relative décadence du quartier, qui le rendait accessible aux classes moyennes. Avancé en âge, dans un pays où le système des retraites est peu performant, il leur est presque impossible de changer de logement.

Pour les ménages ayant les moyens d'ajuster leur logement à leur composition familiale, les parcours résidentiels traduisent clairement l'évolution des **aspirations résidentielles au cours du cycle de vie**. La forte homogénéité des logements des *conjuntos cerrados* conduit à des populations particulièrement uniformes. Les ensembles résidentiels construits à partir des années 1980 dans le municipe de Chia, au nord de Bogotá, en sont un bon exemple. En dehors de quelques couples âgés venus chercher un lieu tranquille pour leur retraite, la quasi totalité des habitants de *conjuntos cerrados* s'alignent sur un même modèle : familles nucléaires composées des deux parents et de jeunes enfants, ayant une situation professionnelle stable et des revenus confortables, propriétaires de leur logement. Souvent, les deux parents travaillent, ce qui autorise un remboursement rapide des prêts

¹ Voir l'analyse quantitative de la mobilité résidentielle à Bogotá présentée dans : Delaunay et Dureau (à paraître)

² Des exemples similaires pourraient être évoqués pour Cali, avec les quartiers centraux de Versalles, San Antonio et San Fernando.

immobiliers ; cette situation leur permet d'envisager l'installation à Chia comme non définitive et un retour à Bogotá quand les enfants auront grandi. Le processus est le même au sud de Bogotá, dans les ensembles résidentiels pour classes moyennes de Soacha.

À cette homogénéité démographique des ensembles résidentiels récents, s'oppose la mixité des grands logements pour classes aisées produits dans les années 1960 et 1970. À Normandia (périphérie ouest) ou à Ciudad Jardín (péricentre sud), les grandes maisons encore occupées par des propriétaires âgés accueillent périodiquement les enfants et leur propre descendance : en cas de divorce ou de perte d'emploi, le logement des parents constitue une ressource souvent mobilisée dans un contexte où les solidarités familiales sont fortes. Dans ces quartiers, la famille élargie peut cohabiter sans contrainte : ces grands logements font donc partie intégrante des itinéraires résidentiels des familles, mobilisables face aux événements qui ponctuent le déroulement du cycle de vie.

Les plus pauvres ne disposent bien évidemment pas de la même latitude de choix résidentiels, ni en termes de statut d'occupation, ni en termes de localisation. Locataires, ils sont contraints au nomadisme résidentiel pour échapper à l'échéance du loyer, fuir les conflits avec leurs voisins - particulièrement fréquents dans des *inquilinos* surpeuplés-, ou quitter leur conjoint. Propriétaires, ils sont assignés à résidence, leurs ressources ne leur permettant pas d'envisager de répéter l'acquisition d'un logement au cours de leur vie¹. Dans ces conditions, la différenciation démographique des zones d'habitat populaire traduit avant tout **les caractéristiques de la formation du quartier** : sa date de création, son mode de production, et l'étape dans laquelle le quartier se trouve en terme de processus de consolidation.

Les quartiers populaires du centre concentrent l'essentiel de la population âgée de bas revenus : les adultes accédant à l'autonomie résidentielle dans les années 1960 et 1970 ont du s'exiler en périphérie pour accéder à un logement autonome (section 1.4). Cette mobilité centrifuge a accéléré le vieillissement des quartiers centraux, tandis que les périphéries se peuplaient de jeunes adultes.

Dans les quartiers illégaux situés au bord du Rio Bogotá, où le processus de consolidation est déjà bien avancé, les structures démographiques sont nettement plus régulières que dans les zones d'auto-construction récente (telles que les invasions sur les reliefs au Sud de Bogotá) et la proportion de ménages de grande taille plus importante. L'apparition d'une offre locative en périphérie, directement liée au processus de consolidation de ces quartiers, permet maintenant aux jeunes adultes de s'installer sur place, dans un logement indépendant de leur parents : la densification de ces

¹ Pour une mesure des relations entre mobilité résidentielle et mobilité statutaire, voir : Delaunay et Dureau (à paraître)

quartiers populaires périphériques s'accompagne d'une tendance à la mixité des générations, en rupture avec la segmentation qui avait accompagné le mouvement d'expansion de la ville dans les décennies antérieures.

Au total, dans ces villes jeunes, les quartiers sont encore fortement différenciés sur le plan démographique : caractéristiques du parc de logements, pratiques résidentielles très segmentées selon les classes sociales dessinent des configurations contrastées encore marquées par la dynamique d'expansion spatiale. Plus que les positions dans le cycle de vie et les trajectoires résidentielles associées, **les configurations spatiales de la ségrégation démographique traduisent encore largement l'histoire récente de ces villes, et la période d'installation des habitants.** Pour une part importante de la population, il est impossible de jouer sur la mobilité résidentielle pour ajuster le logement aux caractéristiques de la famille : une promiscuité dans le logement s'en suit pour nombre de familles de classes populaires. Avec la crise économique que traverse la Colombie, ces situations d'entassement dans le logement se multiplient dans les quartiers les plus pauvres : à Cali, où la crise a débuté au milieu des années 1990, l'exclusion massive des jeunes - en particulier les hommes - du marché du travail retarde significativement le départ du domicile parental¹. Le retour au domicile des parents se fait également plus fréquent : à Bogotá, en raison de la crise économique et du système UPAC (*Unidad de Poder Adquisitivo Constante*)² de financement du logement, de nouvelles cohabitations intergénérationnelles voient le jour à la fin des années 1990, et cela même dans des familles de classes moyennes aux logements peu spacieux. Si elle se poursuit, la diffusion de ces cohabitations familiales apportera, à n'en pas douter, des inflexions aux configurations spatiales du peuplement, favorisant localement de nouvelles mixités démographiques.

2.3. L'agrégation des groupes d'immigrants

À côté de flux de ruraux ou d'originaires de petites villes, en provenance, pour l'essentiel, de leurs bassins migratoires régionaux, Cali et plus encore Bogotá drainent une population citadine en provenance de capitales départementales plus éloignées. Composite dans ses origines, la population immigrant vers les deux villes est très hétérogène quant à ses caractéristiques sociales, son mode d'insertion et son impact sur la dynamique urbaine. Cette hétérogénéité des populations migrantes se traduit dans leurs schémas d'implantation spatiale : les non natifs des deux villes sont présents dans l'ensemble du parc de logements et leur espace résidentiel s'étend à toute l'agglomération. Le

¹ Sources : enquêtes Cidse/Ird 1998 et Cidse/Banque Mondiale 1999

² Système créé en 1972 pour permettre l'achat du logement à crédit (voir **Chapitre 6**).

déplacement des quartiers de réception de la migration, liée à l'expansion spatiale et à l'apparition d'une offre locative en périphérie, a entraîné, sur une période de plusieurs décennies, la généralisation de la présence de migrants dans l'ensemble des territoires métropolitains des deux villes. Ainsi, la moitié des migrants résidant dans les quartiers enquêtés en 1993 à Soacha, arrivés dans la capitale au cours des cinq années précédentes, se sont installés directement dans les logements locatifs des quartiers les plus consolidés du municipe. Plus récemment, depuis la fin des années 1990, les réfugiés s'installent dans les espaces interstitiels abandonnés par le mouvement d'urbanisation et de consolidation. Une dynamique en tout point comparable caractérise l'insertion résidentielle des migrants à Cali, à ceci près qu'elle demeure dans les limites municipales. Les indices de ségrégation (tableau 3) et les cartes correspondantes illustrent bien ce processus. Dans les deux villes, il n'apparaît pas de grandes plages de concentration, mais au contraire une mosaïque qui reflète simplement la variabilité locale des taux de population migrante.

L'analyse des distributions géographiques de certains groupes de migrants confirme **l'articulation, attendue, avec le processus de ségrégation sociale**. L'accès aux différents quartiers de la ville des groupes de migrants est incontestablement filtrée par leur capital éducatif et leur composition sociale : la sélectivité de la migration se lit directement dans leurs localisations résidentielles. À Cali, la distribution résidentielle des originaires de la zone de peuplement afrocolombien, dont le handicap historique de développement régional se répercute sur le capital économique et social des migrants à leur arrivée (section 3 du chapitre 4), s'oppose à celle des migrants de l'Antioquia et du Viejo Caldas, négatif spatial et social de la précédente. De même, à Bogotá, les configurations spatiales des originaires du Boyacá et du Cundinamarca correspondent aux quartiers populaires, pour lesquelles les valeurs d'indice de ségrégation sont faible ou moyenne, tandis que celles des originaires d'Antioquia et surtout des étrangers sont concentrées sur les quartiers de haut standing, nettement plus ségrégués.

La polarisation sociale de l'espace urbain n'explique cependant pas complètement la géographie résidentielle des migrants. Pour certains groupes, il existe des schémas d'implantation spatiale spécifiques dans lesquels la géographie et l'organisation des systèmes de transports interdépartementaux, voire certains facteurs culturels, jouent un rôle. C'est le cas par exemple des originaires du Tolima, département situé au sud de Bogotá qui se concentrent dans la moitié sud de la ville, alors que les migrants du Boyaca sont nettement plus présents dans le Nord. De même, à catégories sociales comparables, les migrants de la côte Pacifique à Cali sont beaucoup plus concentrés dans les quartiers populaires de l'Est que ceux de l'altiplano andin (départements du Valle, Cauca et

Nariño), localisés préférentiellement dans les quartiers d'invasion des versants de la cordillère occidentale.

Un changement d'échelle met en évidence une autre dimension, classique, des pratiques résidentielles des migrants : la propension de certains groupes à une forte agrégation résidentielle locale favorisant une hétérogénéité du peuplement au sein de certains arrondissements. Même dans des secteurs voisins, les proportions d'originaires d'un même département peuvent être très variables. La densité des réseaux d'information et d'entraide entre les originaires d'une même région, leur rôle déterminant dans l'accès au premier logement, jouent un rôle décisif dans la définition de la trajectoire résidentielle des migrants dans la ville de destination. À l'image du domicile des parents pour les natifs de la ville, c'est à partir de ce premier logement que se définit, dans une large mesure, l'espace de mobilité intra-urbaine des migrants. En outre, «*Le quartier joue un rôle important de réception, de regroupement et d'installation des communautés de province, d'intégration à la vie urbaine ; ces courants migratoires façonnent à leur tour les caractéristiques physiques et sociales des quartiers* » (Jimenez Mantilla, 1998 : 66). Sociabilité, organisation et participation populaire se définissent à cet échelon spatial. C'est notamment le cas dans les quartiers du nord-est de Bogotá, où sont maintenues des traditions du Boyacá, ou à Cali dans les quartiers du district d'Agua Blanca marqués par la présence de la population afrocolombienne (chapitre 4).

Nous avons là les deux explications principales du fait que se reproduise, tout au long des trajectoires des individus, une **logique de concentration résidentielle des membres d'une même communauté d'origine**. Les migrants n'échappent manifestement pas aux facteurs de localisation résidentielle déjà soulignés : ségrégation sociale, histoire de la ville, aspirations résidentielles sont tangibles. L'ensemble des analyses menées à Bogotá confirment d'ailleurs la similitude des trajectoires résidentielles des migrants et des natifs. Mais il demeure une certaine variabilité des comportements résidentiels selon les groupes de migrants, non réductible aux effets de ces facteurs généraux et liée à l'importance des réseaux dans l'accès au logement des migrants, qui renforce leur concentration spatiale. Quelles sont les conséquences de cette logique d'agrégation sur l'intensité et l'échelle du processus ségrégatif ?

Bien plus clairement que dans le cas de la ségrégation sociale, pour lequel on a constaté la prégnance et l'inertie de grands blocs relativement homogènes à l'échelle des agglomérations (même si les signes d'une segmentation plus fine se manifestent dans certains arrondissements de Bogotá), ou dans celui de la segmentation démographique qui opère elle aussi à l'échelle de la ville entière, la spécialisation du peuplement selon l'origine géographique s'exerce à différentes échelles plus fines, ce qui

module évidemment son impact et son interprétation en terme 'd'exclusion' relative des populations en jeu. On touche là l'un des paradigmes fondateurs des études sur la ségrégation urbaine, très discuté¹, qui relie ou au contraire dissocie les notions de distance spatiale et de proximité sociale. L'échelle spatiale à laquelle s'exerce la spécialisation du peuplement est évidemment un paramètre déterminant dans l'appréciation portée sur la ségrégation des populations. À l'échelle d'une ville entière, la présence de grands blocs homogènes et spatialement éclatés débouche sur une lecture de l'exclusion de groupes à la fois socialement dominés et spatialement ségrégués, qui fait souvent fi de la mobilité spatiale des citoyens. Mais à l'inverse, lorsque la mixité sociale est posée comme solution à la question de l'intégration sociale, et que l'on se focalise sur la dimension spatiale du problème, on ignore d'autres mécanismes de la distanciation sociale. À l'étape du diagnostic des modalités de la ségrégation, il importe en tout cas, pour instruire ce débat, de ne pas faire l'impasse sur l'échelle d'expression des phénomènes ; les indices calculés pour différentes unités spatiales sont alors des outils précieux d'évaluation.

Indubitablement, à Cali, l'échelle du processus d'agrégation des groupes de migrants est bien distincte de celles des dimensions sociale et démographique de la ségrégation. Les distributions des valeurs d'indices par arrondissement le montrent (**tableau 3b**, ratio R): l'origine migratoire introduit au sein des arrondissements une hétérogénéité locale qui n'a pas son équivalent du point de vue de la composition sociale, des structures par âge et, même, des tailles des ménages². À Bogotá en revanche, la situation est moins contrastée (**tableau 3a**): l'hétérogénéité locale est effectivement sensiblement plus forte pour l'origine migratoire que pour l'âge des individus et la taille des ménages, mais elle dépasse à peine celle introduite par la condition sociale des ménages.

Les facteurs liés à l'histoire du développement urbain et aux formes de production du logement, qui pèsent fortement sur les processus de ségrégation sociale et démographique, agissent d'abord à l'échelle de la ville dans son ensemble : ce n'est que dans une phase postérieure du développement métropolitain qu'apparaît, comme c'est le cas à Bogotá, une échelle supplémentaire de la ségrégation sociale, plus micro. La tendance à l'agrégation des communautés de migrants constitue un facteur supplémentaire d'hétérogénéité locale, renforçant à Bogotá la tendance à la constitution d'une « mosaïque de micro-espaces de

¹ Voir par exemple : Chamboredon et Lemaire, 1970 ; ou l'ouvrage collectif édité par Brun et Rhein, 1994.

² Il faut d'ores et déjà noter l'exception des originaires de la zone de peuplement afrocolombien à Cali (R=0,30), sur laquelle nous reviendrons dans la section 3 de ce chapitre, consacrée à la ségrégation raciale dans cette ville.

plus en plus homogènes », pour reprendre l'image de Lévy (2000 : 246).

2.4. Les représentations de la configuration socio-spatiale de Bogotá par les différents acteurs urbains¹

Les représentations jouent un rôle décisif dans la production des configurations urbaines. C'est d'ailleurs à ce titre que l'équipe de A. Mockus, maire de Bogotá entre 1995 et 1998 réélu en 2001, a cherché au cours de son premier mandat à influencer les représentations de la ville véhiculées par ses habitants, à travers une politique accordant une large place à ce qu'il appelle « l'éducation citoyenne ». La tâche était ambitieuse : les systèmes de représentation de ceux qui produisent la ville - habitants, politiques et gestionnaires² - font preuve d'une grande résistance.

Une image forgée dès les années 1930

La littérature non spécialisée des années 1930³ commente abondamment la rapidité de la croissance démographique de Bogotá, de son expansion spatiale et de ses transformations. Centre et périphérie sont distingués, selon trois registres d'oppositions : ancien/récent, compacte/discontinue, complexe/simple-homogène. Dans les périphéries, les quartiers résidentiels du Nord sont opposés aux quartiers ouvriers du Sud ; en revanche, les classes moyennes et les zones industrielles ne sont pas mentionnés. Commence ainsi à se mettre en place dès cette époque l'idée d'une « polarisation géographico-sociale dans laquelle le Nord correspond aux riches, tandis que le Sud correspond aux pauvres » (Jaramillo, 1998 : 133). Même si certaines nuances sont apportées à propos de la bipolarité socio-spatiale et si une forte insistance est de mise pour identifier les problèmes engendrés par la croissance rapide de la ville (congestion du centre, expansion périphérique et précarité des quartiers populaires), le discours « scientifique », des spécialistes de la question urbaine, ne se démarque pas significativement du précédent.

Au début des années 1990 (avant le premier mandat de A. Mockus), les discours sur la ville dans son ensemble, très présents

¹ Cette section d'appuie sur plusieurs types de matériaux : une étude diachronique de l'image de Bogotá comparant divers textes des années 1930 et 1990 (Jaramillo, 1998), les discours recueillis lors de différentes enquêtes (en particulier celles réalisées par T. Lulle en 1996 et 2000 présentées dans l'[annexe 2](#)) et quelques textes majeurs produits par les services de planification de Bogotá.

² En dépit de leur rôle tout aussi déterminant, les acteurs économiques – en particulier ceux des secteurs de la construction et de l'immobilier -, moins étudiés, ne seront pas pris en compte.

³ Jaramillo distingue deux types de discours produits par les classes dominantes : le discours technique (des urbanistes, architectes, ingénieurs), et le discours éclairé, destiné à un public non spécialisé, qui alimente plus directement le discours commun.

soixante années auparavant, ont disparu : « Les Bogotains ont progressivement perdu une image unitaire et synthétique de la ville » (Jaramillo, 1998 :188). Les journaux en livrent une image catastrophique, qualifiée de « chaotique, monstrueuse, ingérable, ingouvernable, invivable » (*Ibid.* :193). L'insistance est forte sur le caractère exceptionnel de la situation de Bogotá, par rapport à d'autres villes ou par rapport à un passé supposé meilleur. Ces problèmes sont imputés avant tout à la taille de la ville (et non plus à sa croissance), mais aussi à l'insuffisance de l'action de l'État et au comportement des habitants (peu solidaires et manquant de sens civique) ; le déficit de sentiment d'appartenance à la ville est rapproché de la forte proportion de migrants.

L'image de la configuration urbaine a évolué depuis les années 1930. Certes, le Nord est toujours systématiquement associé aux populations à hauts revenus ; le Centre, concentrant la misère et le danger, fait l'objet d'un discours récurrent sur sa décadence, assimilant dégradations physique et sociale. En revanche, la périphérie a un contenu beaucoup plus flou, même si l'association avec la pauvreté et les carences des services publics est fréquente : elle apparaît souvent comme le simple résidu du Nord et du Centre, « le reste de la ville » (*Ibid.* : 236). Tandis que l'image du Nord riche s'affirme, celle du Sud des époques antérieures semble se diluer, à l'exception de Ciudad Bolívar, archétype du quartier associant pauvreté, carences des services et violence. Les secteurs de classes moyennes pourtant très nombreux n'ont pas non plus d'image forte, en dehors du quartier de Ciudad Kennedy, symbole de la modernité. Alors que le Nord et le Centre sont fréquemment mentionnés, la majorité de la ville n'apparaît 'qu'en creux' : dans les media du début des années 1990, « la segmentation de la ville semble se manifester non seulement à travers une séparation très nette entre les groupes sociaux de hauts revenus et les autres, mais aussi à travers un contraste entre signification et non-signification. » (*Ibid.*: 241).

La polarisation sociale vécue par les habitants

Si les notions de ségrégation ou de segmentation sont absentes de leurs discours, les habitants des strates populaires ou de classes moyennes interrogés au milieu des années 1990 sur leurs choix résidentiels mentionnent avec insistance les divisions sociales de l'espace urbain, de différentes façons : en utilisant des désignations géographiques (l'adresse ou les ensembles tels que le Centre, le Nord, le Sud) ; en recourant à des divisions produites par l'administration (les strates socio-économiques de la tarification des services publics) ; ou en accompagnant les noms des quartiers de qualificatifs relatifs au niveau social de la population, à l'origine des migrants, aux fonctions (résidentiel versus commercial) ou au niveau d'insécurité.

Quelque soit leur lieu de résidence, les habitants des quartiers populaires s'expriment fréquemment sur l'homogénéité sociale de leur quartier, qu'ils opposent aux quartiers de référence de l'autre extrémité de l'échelle sociale (Chico, Nogal). « Ici socialement nous sommes tous égaux, tous pauvres, s'il y en a un qui vit plus sale qu'un autre, c'est son problème, mais ici nous sommes tous de la même strate, la monétaire, de la même position sociale, nous sommes de position sociale basse, non ? Et ici nous travaillons tous pour pouvoir vivre » (habitant d'une invasion de Soacha). Les observations sur la composition sociale des quartiers habités sont par ailleurs souvent très fines. Certains habitants de classes moyennes soulignent ainsi des différences sociales internes peu apparentes, dans des quartiers souvent considérés comme homogènes (que ce soit à La Perseverancia ou dans des ensembles résidentiels tels que Nueva Santa Fé ou Ciudad Salitre).

L'impact des représentations sur les choix résidentiels des classes moyennes, 'coincées' entre les classes populaires dont elles veulent absolument se démarquer, et les strates supérieures auxquelles elles n'accèdent que difficilement, relève de trois registres.

Certains quartiers sont délibérément exclus. À la question « Où n'iriez-vous pas vivre dans Bogotá ? », un peu plus de la moitié des enquêtés ont répondu ne pas vouloir résider dans « le sud », « l'extrême sud » ou Ciudad Bolivar, qui symbolise la situation la pire, inacceptable. Plus rares, certaines réponses mentionnent « l'extrême nord », « la périphérie », « le centre », et des zones désignées socialement : « quartiers de strates basses », « où se localise la marginalité ». Il s'agit de se différencier clairement des strates populaires. L'argumentation repose sur des considérations de pauvreté, d'insécurité, ou de fonction non résidentielle (c'est le cas du centre, considéré comme un secteur dédié aux institutions et aux commerces, et non à la résidence).

Certains quartiers sont recherchés, dans l'espoir d'améliorer son statut social en changeant de localisation, quitte à consentir des sacrifices importants sur le plan financier et de la distance au lieu de travail. Parmi les employés de l'usine Icollantas (située au sud, à Soacha) ayant déménagé des *conjuntos cerrados* de ce municiple à ceux de Suba (dans le nord-ouest), le motif d'amélioration du statut social est très présent, directement associé à l'idée que le Nord est meilleur que le Sud (Orjuela, Jaramillo, Perez, 1994) : « à Suba les gens sont mieux. Les gens sont tout aussi pauvres, mais avec plus d'élégance ». « On est loin (du travail), mais on finit par s'habituer. En plus on se sent différent. On fait partie du groupe qui vit loin, au Nord. Alors ça nous plaît ». Une dernière personne enquêtée, partie à Suba après avoir vécu trois ans à Soacha, dit : « Suba représente pour nous une amélioration du statut social, parce que nous ne sommes plus n'importe qui. Nous avons déjà notre propre maison et nous voulons avoir chaque jour des choses

nouvelles et mieux ». La majorité des entretiens témoignent de la représentation d'une hiérarchie entre les secteurs de la ville, et de l'attente d'une amélioration du statut social en changeant de localisation résidentielle.

Mais certains quartiers sont considérés comme inaccessibles. Certaines réponses font preuve de fatalisme, témoignant de l'intériorisation d'une impossible mobilité sociale, et qu'en tout cas celle-ci ne passe pas par des stratégies immobilières. Aux yeux des classes moyennes, l'idéal que représentent les quartiers aisés n'est d'ailleurs pas forcément aussi marqué que l'anti-idéal que constituent les quartiers pauvres.

Représentations des habitants et des journalistes convergent donc sur certains plans : les images, fortes, du Nord et du Centre, sont tout à fait partagées, confirmant d'ailleurs le rôle des media dans les constructions collectives. En revanche, dans ce 'reste' de la ville, largement majoritaire mais indifférencié dans les media, la population, elle, identifie facilement des hiérarchies ou des mixités sociales. Sans doute trouve-t-on là un témoignage supplémentaire de la segmentation sociale des pratiques spatiales à Bogotá, qui marque à la fois les trajectoires résidentielles et les parcours quotidiens : non pratiquée par les journalistes, la ville des classes moyennes et des couches populaires tend à devenir invisible dans la presse.

La configuration socio-spatiale au centre des débats politiques contemporains

Déjà présentes en 1996, les allusions au processus ségrégatif se font plus explicites et plus nombreuses dans des entretiens réalisés quatre ans plus tard. Elles apparaissent aussi dans les propos d'une plus large gamme d'acteurs : ceux qui ont une connaissance directe des pratiques des habitants (les élus et leaders communautaires, le secteur immobilier) mais aussi ceux qui, dans l'administration publique, gèrent des programmes de relogement. Le traitement accordé à la ségrégation dans le diagnostic et les projets du POT (*Plan de Ordenamiento Territorial*) joue sans aucun doute un rôle dans cette évolution récente.

En dépit de la diversité de statuts et de fonctions des acteurs interrogés, les représentations de la ségrégation qui se dégagent de ces entretiens sont relativement convergentes. Première caractéristique commune : l'acception uniquement socio-économique de la ségrégation. La dimension démographique du phénomène, pourtant très intense à Bogotá, ne fait pas l'objet de beaucoup d'attention.

Seconde caractéristique commune, l'importance accordée aux pratiques résidentielles des habitants : c'est par leur biais que la ségrégation est abordée, et non par celui des mécanismes structurels, comme les caractéristiques de l'offre de logement. Un

constat établi par beaucoup est que, même si les personnes changent de logement, elles restent vivre dans le même quartier ou la même zone. L'origine familiale de la création de certains quartiers, une certaine fermeture vis à vis des personnes venant de l'extérieur, l'attachement au quartier sont évoqués. Quelques interprétations culturalistes émaillent les discours : « Nous sommes très ségrégationnistes, chacun considérant appartenir à une famille meilleure que celle de l'autre » (Ramírez, consultant). Dans le cas des classes populaires, un processus d'auto-exclusion serait à l'œuvre, aux côtés d'un rapport au logement particulièrement fort. Mais parmi toutes les raisons évoquées, dominent l'importance des réseaux familiaux et la volonté de maintenir une proximité entre les membres de la famille.

Circulent aussi des discours plus précis sur des pratiques résidentielles nouvelles, liées à la conjoncture. La crise politique et économique aurait conduit à infléchir les comportements résidentiels, à complexifier la règle de mobilité à courte distance et à modifier le schéma de ségrégation. Selon des élus des arrondissements centraux, le centre historique connaît des départs motivés par le sentiment que les pouvoirs publics n'y font rien en matière de sécurité ou, au contraire, qu'ils n'interviennent que pour en favoriser l'embourgeoisement. Aux yeux des agents immobiliers, dans les quartiers habités par les classes aisées, des départs à l'étranger entraînent la vente ou la location de biens à des prix attractifs, rendus accessibles à des familles de classes moyennes en quête d'ascension. Des élus du péricentre sud soulignent quant à eux que l'appauvrissement de familles de classes moyennes génèrent deux types de mouvements : soit le départ vers le nord de ceux, minoritaires, qui ne sont pas directement victimes de cet appauvrissement mais en déplorent les effets en termes de dégradation de leur environnement ; soit la division des maisons et leur mise en location par ceux qui restent ou par leurs héritiers, qui recourent à cette stratégie pour valoriser leur patrimoine et compenser leur perte de revenus. Ces départs ou ces divisions engendrent l'arrivée de populations nouvelles, pas forcément de faibles ressources mais souvent d'une autre origine régionale.

Enfin, dernier trait commun aux discours recueillis en 2000, dans un contexte particulièrement polémique¹ : l'évaluation du traitement de la question de la ségrégation dans le POT. À l'image de ce que révèlent aussi d'autres textes produits récemment par le secteur de la planification à Bogotá, les débats autour du POT montrent que le diagnostic sur la question de la ségrégation a sensiblement évolué. Comme cela a déjà été signalé, le discours

¹ Les entretiens ont été réalisés alors que l'élaboration du POT était devenue très polémique à cause du projet de favoriser l'expansion de la ville dans une zone située au nord : aux yeux de la CAR (*Corporación Autónoma Regional*), ce projet représente une menace pour l'environnement régional.

sur les densités démographiques s'est inversé, basculant d'un constat de 'sous-densité' hérité de la période d'expansion spatiale, à un diagnostic de 'sur-densité' globale et de fortes inégalités entre les densités des différents secteurs de la ville, qui justifient la proposition de densification de l'extrême Nord de la ville. Cette évolution dans le diagnostic – d'ailleurs reconnue par les auteurs du POT (2000 : 67)- est certes cohérente avec l'évolution effective des densités. Le passage à l'échelle métropolitaine et la densification du District, démontrées dans ce chapitre, valident ce changement de position des planificateurs ; mais l'extrémisme des opinions portées dans ces textes étonne.

Les densités et la disponibilité en terres monopolisent l'attention dans le diagnostic et les propositions du POT 'au détriment' de la ségrégation¹. Dans cette nouvelle lecture de la configuration urbaine, les formes de production du logement ne sont plus centrales, les mobilités résidentielles sont notoirement absentes² et les relations densité / ségrégation sociale ne sont pas réellement décryptées : dans l'analyse du parc existant et de la demande de logements, la population n'existe que par son nombre et son degré de solvabilité. Les critiques au POT sont nombreuses, de la part d'acteurs très différents. De nombreux élus estiment que le POT favorise la ségrégation, et constitue même « une tactique des riches pour affirmer la ségrégation » (élu de quartier populaire). L'incorporation de la ségrégation dans l'imaginaire des planificateurs serait telle que tout projet de ville resterait nécessairement fragmenté. Les projets de logements sociaux sont aussi l'occasion de vives réactions, dès leur formulation. Ainsi, certains municipes limitrophes de Bogotá tels que Chia et Soacha, très préoccupés par l'éventuelle construction de logements sociaux dans leurs territoires ont élaboré de leur côté des plans contrôlant fortement l'apparition de tels projets.

Dans les systèmes de représentation de la ville qui circulent chez les divers acteurs urbains de Bogotá, la ségrégation sociale est très présente depuis plusieurs décennies. Si elles ont pu se complexifier au gré des étapes du processus de métropolisation et des conjonctures politico-économiques, ces représentations de l'organisation socio-spatiale de Bogotá restent malgré tout très stéréotypées dans les discours et pratiques des acteurs, habitants et décideurs. Ce trait du discours est particulièrement surprenant chez les décideurs, quand ceux-ci, par conviction, formation ou devoir, prétendent recourir de plus en plus à des connaissances objectives, déjà existantes et diversifiées, dans l'élaboration des diagnostics et des plans, comme dans la définition et la mise en œuvre de leurs actions et stratégies. On voit là toute l'ambiguïté de la pratique

¹ Dans le document technique du POT qui compte plus de 450 pages dont 70 consacrées à la caractérisation de la ville actuelle, une seule page est consacrée à la ségrégation.

² Le calcul du déficit de logements effectué dans le POT ne se base que sur la production de logements neufs, sans prendre en compte le parc existant.

urbanistique, prise entre scientificité et idéologie, projet et action, et l'incertitude pesant sur son efficacité dans la projection d'une ville plus équitable.

3. LA COMPOSANTE RACIALE DANS LA SÉGRÉGATION RÉSIDENTIELLE À CALI

Comme c'est le cas, nous venons de le voir, pour la division sociale de l'espace urbain, la production journalistique colombienne sur la ségrégation raciale, souvent reprise par les acteurs politiques, entretient des ambiguïtés et des idées reçues qu'il faut lever si l'on souhaite situer le débat où il a lieu d'être, c'est-à-dire sur les modalités réelles de la ségrégation résidentielle et sociales des « minorités ethniques » en Colombie. L'enjeu est de taille dans le contexte du multiculturalisme, désormais affirmé constitutionnellement, que nous avons décrit dans l'introduction. Pour la première fois en Colombie, avec les enquêtes réalisées à Cali en 1998 par le CIDSE et l'IRD et en 1999 par le CIDSE et la Banque Mondiale¹, des sources démographiques fiables permettent de calculer des indices de ségrégation résidentielle correspondant aux diverses composantes phénotypiques du peuplement d'une métropole (**encart 2**).

L'enquête de 1998 estimait la population des ménages afrocolombiens de Cali à environ 27,5 % de la population totale (soit plus de 540 000 personnes) et à 25 % la population des individus caractérisés noirs ou mulâtres. Rappelons que les ménages afrocolombiens correspondent à ceux dont le noyau familial du chef de ménage comprend au moins une personne caractérisée noire ou mulâtre par les enquêteurs, c'est-à-dire présentant des traits phénotypiques d'origine africaine. Cette définition permet de constituer une catégorie statistique qui rend compte de la réalité du métissage afro-américain à Cali dans ses deux dimensions : historique (le métissage 'biologique' des individus au cours des générations) et contemporaine (les ménages mixtes)². Une seconde enquête réalisée en juin 1999 confirme l'ordre de grandeur de ces chiffres : 37 % de la population appartenant à des ménages afrocolombiens et 31 % caractérisée noire ou mulâtre³.

¹ Voir en **annexe 2** la présentation de ces enquêtes.

² Lorsque nous parlons de la population des 'ménages afrocolombiens' ou des 'ménages non afrocolombiens', nous nous référons à des agrégats statistiques où seuls 48 % des individus ont été caractérisés comme noirs dans le premier cas, et 63 % comme blancs dans le second.

³ La différence avec l'enquête de 1998 s'explique par le chiffre très supérieur de population mulâtre (19 % contre 10 % dans l'enquête Cidse/IRD) au détriment de la population métisse (22 % contre 28 %). Cet écart souligne l'importance de la formation des enquêteurs et du consensus sémantique sur les catégories phénotypiques.

Nous commencerons par décrire le rôle du facteur racial dans la distribution spatiale des populations et la géographie sociale du dispositif résidentiel, en tenant compte du métissage afro-américain à Cali ; pour cela, nous devons distinguer la population noire de la population afrocolombienne dans son ensemble. Sur la base des indices de ségrégation, nous envisagerons ensuite une comparaison avec les États-Unis où la ségrégation raciale est à la fois la plus ancienne et prégnante dans le débat sociologique et politique, et la mieux connue empiriquement (encart 3). Nous y consacrerons la deuxième section où nous parviendrons à un résultat important : les chiffres attestent qu'il n'existe pas de 'ghetto racial' à Cali¹. Pour autant, ce constat ne nous conduit pas à conclure à l'inexistence d'un effet propre du facteur racial dans la ségrégation résidentielle ; la question est de situer son poids parmi les autres dimensions du processus ségréatif, en particulier à l'échelle fine des quartiers et des logements, ce qui fera l'objet de la troisième section.

Encart 2 – Le cumul d'enquêtes pour la mesure de la ségrégation raciale à Cali

Les calculs des indices de ségrégation à partir des enquêtes de 1998 et 1999 posent certains problèmes méthodologiques liés à l'imprécision des estimations par sondage de la composition de la population à l'échelle micro. Les indices de dissimilarité et de Hutchens (encart 1) sont précisément des mesures de la variabilité locale (au niveau des secteurs de recensement) de la composition du peuplement. Or, si les plans de sondage des deux enquêtes sont conçus pour des objectifs de représentativité au niveau de la ville entière ou des arrondissements, les estimations par secteur de recensement souffrent en revanche d'intervalles de confiance importants, d'où une plus forte variance des proportions de population par secteurs et une augmentation de la valeur des indices de ségrégation. N'étant pas des fonctions linéaires, les estimateurs de la variance de ces deux statistiques sont biaisés et, par conséquent, il n'existe pas de solution analytique pour corriger la surestimation. Pour surmonter cette difficulté, nous ne pouvons qu'adopter une approche empirique.

Profitant de la disponibilité de deux enquêtes selon la même méthodologie à un an d'intervalle - période assez courte pour négliger les changements -, nous avons effectué le cumul des deux échantillons (1 880 ménages de l'enquête Cidse/IRD et 1 888 de l'enquête Cidse/BM), portant ainsi l'échantillon total à 16 706 individus répartis dans 201 secteurs de recensement, soit une moyenne de 83 observations par secteur (au recensement de 1993, la population moyenne des secteurs à Cali était de 5 035 personnes). La comparaison des valeurs d'indices de ségrégation obtenues à partir du cumul des deux enquêtes avec celles que fournit le recensement de 1993 (sur l'ensemble des indicateurs utilisés dans la section précédente) montre qu'il subsiste une surestimation importante. Nous avons choisi de l'évaluer à partir des trois dimensions de la spécialisation du peuplement les plus stables sur cette période : la taille des ménages, la structure par âge et la proportion de population native de Cali. Cette étude empirique aboutit aux coefficients d'ajustement des valeurs estimées à partir du cumul d'enquêtes : 0,65 pour l'indice de dissimilarité et 0,355 pour celui de Hutchens.

¹ Voir également les sections 1 et 4 du chapitre 4

3.1. Un facteur racial dans la distribution socio-spatiale des populations

Le schéma de segmentation sociale de l'espace urbain à Cali coïncide avec celui de la ségrégation de la population noire, qui ne peut s'apprécier que par rapport au dispositif résidentiel de l'ensemble de la population afrocolombienne. Même si le faible indice de ségrégation globale pour la population des ménages afrocolombiens (tableau 4) témoigne d'une distribution résidentielle relativement équilibrée à l'échelle des secteurs de recensement, l'analyse de sa répartition dans les grandes aires sociales de la ville¹ montre cependant une concentration relative de cette population dans les zones les plus pauvres, produit d'un processus complexe de ségrégation résidentielle (Barbary *et alii*, 1999 : 37-39 ; 71-76).

75 % de la population afrocolombienne vit dans les dix arrondissements qui concentrent la quasi totalité de l'habitat populaire à Cali, alors que ceux-ci ne regroupent que 65 % de la population non afrocolombienne. À l'inverse, les quartiers de classes moyennes et aisées n'accueillent que 15 % des afrocolombiens, contre 24 % des non afrocolombiens. Ces différences sont insuffisantes pour attester d'une ségrégation résidentielle massive des afrocolombiens, mais à mesure que l'on détaille l'analyse, les écarts s'accroissent.

Au niveau global de la ville, la logique de concentration résidentielle des populations semble en effet suivre une hiérarchie raciale stricte, associant systématiquement les contextes urbains les plus pauvres à la population de couleur la plus foncée. Les quartiers populaires de l'est, où vit la moitié de la population de Cali, réunissent 74 % de la population noire, 52 % de la population mulâtre, mais seulement 49 % de la population métisse et 47 % de la population blanche ; par contre, les quartiers de classes moyenne et haute (19 % de la population totale) hébergent 24 % des blancs, 19 % des métisses, 18,5 % des mulâtres, mais seulement 7,5 % des noirs. Notons avec ces chiffres que les différences qui opposent les populations non noires – c'est à dire mulâtre, métisse et blanche - entre elles (et par rapport à la moyenne) sont réduites (et peuvent même n'être pas significatives) comparées aux différences entre celles-ci et la population noire. La conclusion statistiquement valide, confirmée par les valeurs de l'indice de Hutchens (tableau 4), est donc qu'il existe globalement une ségrégation de la population noire mais qu'on ne peut pas dire la même chose des populations blanches, métisses et mulâtres.

La distribution spatiale de la population noire (carte 7) se caractérise par un gradient fort et régulier d'ouest en est selon lequel varie son importance démographique relative. Les taux les

¹ La carte de la distribution spatiale de la population des ménages afrocolombiens figure au chapitre 4.

plus bas se trouvent dans les quartiers des versants occidentaux et dans l'ensemble des quartiers de classes aisées de l'axe nord-sud. Au contraire, dans les quartiers orientaux du district d'Aguablanca et des bord du río Cauca, les taux de population noire dépassent partout la moyenne de la ville pour atteindre leur maximum dans la strate socio-économique la plus basse de ces mêmes quartiers. Des situations proches de la moyenne caractérisent les quartiers les moins défavorisés de l'Est et l'ensemble des quartiers socialement mixtes du centre et du péricentre. **Plus que pour les ménages afrocolombiens, la ségrégation de la population noire à l'échelle des logements s'exerce dans l'ensemble des aires sociales de la ville** : la fréquence relative des noirs dans les strates socio-économiques les plus basses est toujours nettement supérieure à la fréquence moyenne de l'ensemble de la population.

Tableau 4 - Ségrégation raciale à Cali comparée aux autres dimensions de ségrégation résidentielle (Indice de Hutchens, 1998-1999)

	Nbre secteurs rect. 1993	Indicateurs individus							Pop. des ménages afrocol.
		Pop. de 15 ans et moins	Pop. de 60 ans et plus	1° quartile de c.s.i.*	2° quartile de c.s.i.*	3° quartile de c.s.i.*	4° quartile de c.s.i.*		
Arrondissement à la plus faible ségrégation raciale (n°16)	5	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	
Arrondissement à la plus forte ségrégation raciale (n°03)	6	0,01	0,06	0,09	0,08	0,01	0,11	0,08	
Statistiques d'ensemble									
Moyenne des arrondissements		0,01	0,03	0,04	0,03	0,01	0,03	0,03	
Total Cali	201	0,01	0,03	0,05	0,03	0,02	0,06	0,03	
R*		0,75	0,74	0,79	1,00	0,78	0,54	0,97	
(suite)									
	Nbre secteurs rect. 1993	Pop. née à Cali	Migrants de la ZPA	Migrants intér de V.C.N**	Migrants Antio V. Caldas	Populat. noire	Populat. mulâtre	Populat. métisse	Populat. Blanche
Arrondissement à la plus faible ségrégation raciale (n°16)	5	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00
Arrondissement à la plus forte ségrégation raciale (n°03)	6	0,00	0,10	0,01	0,01	0,15	0,06	0,04	0,04
Statistiques d'ensemble									
Moyenne des arrondissements		0,01	0,04	0,02	0,04	0,05	0,03	0,04	0,02
Total Cali	201	0,01	0,04	0,02	0,04	0,06	0,03	0,05	0,03
R***		0,85	1,08	0,93	1,00	0,94	1,04	0,86	0,76

Sources : enquêtes Cidse/Ird (1998) et Cidse/Banque Mondiale (1999). Calculs O. Barbary sur fichiers individuels.

Notes : * Indicateur de la condition sociale des individus (nombre d'année d'études / promiscuité du ménage dans le logement). ** Intérieur des départements du Valle, Cauca et Nariño. *** Ratio R : Moyenne des valeurs par arrondissement/Valeur ensemble ville.

3.2. L'intensité de la ségrégation raciale à Cali dans le contexte international et par rapport à d'autres facteurs socio-démographiques

Parmi les travaux récents sur la ségrégation raciale aux États-Unis, ceux de l'équipe du *Population Research Center* de l'Université de Chicago, réunie autour de D. Massey et N. Denton, font, sans conteste, référence. De leur importante production, nous avons extrait trois articles de synthèse¹ sur lesquels nous appuierons cet exercice de comparaison avec Cali (encart 3).

Encart 3 – La comparaison avec les études empiriques de Massey et Denton aux États-Unis

L'étude menée dans les trois articles porte sur les 50 agglomérations les plus peuplées des États-Unis auxquelles s'ajoutent 10 centres urbains choisis pour leur importante population d'origine 'hispanique'. Les auteurs s'intéressent à cinq dimensions du processus de ségrégation résidentielle des minorités ethniques dont nous ne retiendrons ici que la première, dénommée *unevenness* (non parité) et mesurée par l'indice de dissimilarité. Elle seule, en effet, correspond à l'approche de la ségrégation que nous menons ici, au sens de l'inégale répartition spatiale des catégories de population. L'unité spatiale qui sert de base à l'ensemble des mesures est le *Census Tract*, secteur de recensement qui regroupe une population variant de 3 000 à 6 000 personnes (environ 4 000 en moyenne), un ordre de grandeur qui garantit la comparabilité avec les mesures basées sur le secteur de recensement colombien.

Conformément au ton très politisé du débat nord-américain sur la ségrégation raciale, D. Massey et N. Denton focalisent leur attention sur la question de 'l'hyper-ségrégation' des afro-américains, définie comme l'inégalité relative de condition résidentielle dont pâtit cette minorité par rapport à la catégorie ethnique majoritaire (*Non Hispanic Whites*) et en comparaison de l'autre minorité importante (*Hispanics*)². Leur démonstration s'appuie donc exclusivement sur des indices de ségrégation **relative** de ces deux minorités par rapport à la majorité blanche, et non sur la mesure de leur ségrégation **absolue** par rapport au reste de la population (adoptée dans les tableaux 3 et 4).

Pour les besoins de la comparaison, nous adopterons temporairement ce point de vue pour l'élaboration du tableau 5. À partir des données de caractérisation phénotypique obtenues sur le cumul d'enquêtes 1998-1999, nous

¹ Massey et Denton, 1988 et 1989 ; Massey, White et Phua, 1996. Les données, issues du recensement américain de 1980, et la méthode sont communes aux trois articles et présentées dans le premier. Les résultats empiriques sont regroupés et discutés dans le second, tandis que le troisième propose une actualisation à partir des chiffres du recensement de 1990.

² Massey et Denton ne donnent pas l'importance de ces populations dans les villes qu'ils étudient. D'après l'étude historique de Lynch, citée par Meyer (2000 : 232-233), la 'minorité' noire représentait au recensement de 1970, environ 33 % de la population à Chicago, 18 % à Los Angeles, 23 % à Miami et 21 % à New York ; mais elle atteint 41 % à Saint Louis, 46 % à Baltimore et 51 % à Atlanta.

considérons donc les trois catégories importantes de populations minoritaires à Cali - noire (11 % de la population totale), mulâtre (18 %) et métisse (20 %) -, pour calculer leur indice de ségrégation relativement à la catégorie majoritaire des blancs (41 %)¹. Les résultats consignés dans le **tableau 5**, sont mis en regard avec certains chiffres extraits de Massey et Denton (1989 : 379-389 ; 384-385) : les valeurs d'indices calculées pour les cinq premières métropoles du pays et l'agglomération de New Orleans (dont la taille est comparable à celle de Cali) ainsi que les valeurs minimum, maximum et moyenne pour les 60 agglomérations des U.S.A.

Appréciée à l'aune de l'indice de dissimilarité, l'intensité de la ségrégation raciale à Cali est sans commune mesure avec celle des grandes agglomérations des États-Unis. La concentration résidentielle des populations noire et blanche dans des quartiers spécifiques s'avère 2,4 fois supérieure, en moyenne, dans les villes américaines qu'à Cali ; l'écart se creuse encore avec les plus grandes villes pour atteindre un facteur 3 à Chicago (**tableau 5**). Si comme l'affirme P. Simon (1997) dans l'étude qu'il a consacrée à l'identification ethnique dans le recensement aux États-Unis, c'est la règle de la 'goutte de sang' qui s'applique dans ce pays, il conviendrait d'ailleurs de comparer la ségrégation de la population noire des États-Unis à celle des populations noire et mulâtre à Cali : le constat de la moindre intensité de la ségrégation raciale à Cali s'en trouverait encore renforcé.

La seconde différence de taille entre les deux contextes est l'absence à Cali de ce que D. Massey et N. Denton appellent « l'hyper-ségrégation des afro-américains », lorsqu'ils les comparent à la population hispanique². À Cali, non seulement la différence entre populations noire et mulâtre est relativement faible, mais la population métisse connaît un niveau de ségrégation intermédiaire. **Ainsi se trouve démenti, dans le cas colombien, le constat que font presque tous les spécialistes nord américains, d'une ségrégation croissante à mesure que fonce la couleur de peau.** On comprend avec ces chiffres pourquoi les anthropologues urbains de l'école de Chicago - comme J. Frazer à Salvador de Bahia - prenant connaissance dans les années 1930 d'une réalité si différente de celle des rives du Michigan, ont soutenu l'idée d'un modèle sud-américain de coexistence et de 'démocratie' raciale.

Tableau 5 - La ségrégation de populations minoritaires à Cali (1998-99) et aux États-Unis (1980) : indices de dissimilarité

Cali (% population totale)*	Noire (11 %)	Mulâtre (18 %)	Métisse (20 %)
Cali**	0,29	0,22	0,25
ETATS-UNIS ***	Noire	Hispanique	

¹ En raison de son très faible poids à Cali (moins de 1 % de la population totale), la minorité indigène pose des problèmes insolubles pour l'estimation des valeurs de l'indice de dissimilarité à partir des enquêtes. Nous ne pouvons donc pas l'inclure dans cette étude.

² Voir l'argumentation complète dans Massey et Denton (1989 : 383-389), où quatre autres indices sont pris en compte.

Chicago	0,88	0,63
Los Angeles - Long Beach	0,81	0,57
Miami	0,78	0,52
New York	0,82	0,66
San Francisco - Oakland	0,72	0,40
New Orleans	0,68	0,25
Minimum	0,35	0,21
Maximum	0,91	0,72
Moyenne 1980	0,69	0,44

Sources : * : Enquête Cidse-Banque Mondiale 1999. ** : Enquêtes Cidse-Ird 1998 et Cidse-Banque Mondiale 1999.***: Massey et Denton (1989 : 378-379 ; 384-385)

Ces résultats conduisent à deux constats : un niveau modéré de concentration résidentielle des populations noire et mulâtre, et une faible différenciation entre les différentes composantes phénotypiques de la population. On peut donc affirmer qu'**il n'existe pas de "ghetto racial" à Cali**, du moins au sens d'un découpage de l'espace urbain en grandes aires de peuplement homogène¹. Mais peut-on pour autant conclure que le facteur racial ne joue qu'un rôle mineur au regard des autres dimensions du processus de ségrégation résidentielle ?

En reprenant l'indice de Hutchens pour comparer l'intensité de la ségrégation, absolue cette fois, qu'induisent respectivement les segmentations démographique, sociale, selon l'origine régionale et la couleur de peau des populations, nous sommes conduits à une conclusion différente (**tableau 4**). Les intensités de la ségrégation raciale et de la ségrégation sociale sont du même ordre. Quatre groupes de population se distinguent néanmoins par une plus forte ségrégation : les catégories socio-économiques des deux extrêmes de l'échelle sociale (1^{er} et 4^{ème} quartiles), la population noire, et la population métisse. Plus généralement, la presque totalité des forts niveaux de ségrégation correspondent à des catégories de population définies de manière directe ou indirecte à partir de critères socio-économiques et phénotypiques. L'hypothèse que suggèrent ces chiffres est celle de la prégnance d'un facteur socio-racial dans la concentration et la différenciation de la population à l'échelle des secteurs de recensement. L'analyse détaillée de la géographie socio-économique et raciale de la ville apporte des éléments à l'appui de cette thèse et montre comment interagissent les deux dimensions.

3.3. Les échelles de la ségrégation raciale

Au sein de certaines grandes aires sociales, la stratification socio-économique de l'habitat (**annexe 3**) introduit un niveau supplémentaire dans la spécialisation du peuplement. C'est le cas dans l'ensemble des quartiers populaires de l'est où l'on constate

¹ Sur les débats autour de la notion de ghetto, voir l'introduction et le **chapitre 4**.

une sur-représentation importante de la population des ménages afrocolombiens dans les trois strates d'habitat les plus basses et, dans une moindre mesure, dans les quartiers d'auto-construction du versant ouest ; en revanche cette segmentation raciale à l'échelle micro n'a pas lieu dans les arrondissements centraux et péri-centraux, pourtant très mixtes socialement, ni dans ceux du couloir nord-sud occupé par les classes moyennes et supérieures.

L'intensité de la ségrégation à l'échelle des quartiers, mesurée par les indices de Hutchens par arrondissement (tableau 4) permet de préciser cette observation. Dans les arrondissements composés de quartiers populaires, où l'intensité de la ségrégation des afrocolombiens à l'échelle macro est la plus faible, il n'existe pas ou peu de concentration raciale dans le peuplement des quartiers et, *a fortiori*, pas de structure en blocs raciaux homogènes. La ségrégation s'exprime surtout au niveau des logements : les noirs sont presque toujours les plus mal logés. La précarité socio-économique semble l'emporter sur la différenciation raciale. À l'inverse, dans les quartiers socialement mélangés du centre et du péri-centre et dans les quartiers les plus bourgeois, l'organisation du peuplement en aires raciales homogènes est plus marquée. À niveau social équivalent, les noirs sont aussi bien logés que les blancs, mais ils sont cantonnés dans certains espaces : la ségrégation spatiale vient rappeler aux noirs que, même 'riches', ils demeurent 'différents'. Ainsi, contrairement à la ségrégation socio-économique qui s'exerce, comme on l'a vu, par grandes aires, **la ségrégation raciale à Cali fonctionne à plusieurs échelles et le 'dosage' entre ses différents niveaux peut s'inverser d'une aire sociale à l'autre.**

On peut encore affiner l'analyse en ne considérant pas seulement la distribution des lieux de résidence, mais aussi les conditions de vie des ménages afrocolombiens. La ségrégation se traduit toujours en défaveur des ménages afrocolombiens, ce dont témoignent les indicateurs de promiscuité dans le logement, d'accès aux services publics et d'équipement du ménage (Barbary *et alii*, 1999 : 53-61). Une analyse détaillée montre que le processus complexe qui conduit à ces situations varie beaucoup en fonction d'autres facteurs de segmentation spatiale ou socio-économique. Bruyneel et Ramirez montrent, par exemple, qu'en ce qui concerne la promiscuité dans le logement, le désavantage relatif que supportent les ménages afro-colombiens est systématique tout au long de l'échelle sociale (Ibid. :56), alors que pour les indicateurs d'accès aux services et aux biens d'équipements, il se concentre dans sa partie médiane, les plus pauvres et les plus riches des ménages se trouvant à égalité avec leurs homologues non afrocolombiens (Ibid. :58, 59).

Que faut-il conclure de ces développements sur la différenciation des dispositifs résidentiels des populations

afrocolombienne et noire par rapport aux autres populations ? Existe-t-il une dimension raciale irréductible dans le processus de ségrégation urbaine à Cali ? C'est possible, comme nous l'avons vu en particulier à l'échelle micro des strates d'habitat et du parc de logements. Mais les mécanismes de segmentation mis à jour ne peuvent pas être analysés uniquement comme le produit endogène d'un ordre social ségrégué sur une base raciale, car ils sont également le résultat de stratégies et d'opportunités propres aux réseaux migratoires des populations de différentes origines géographiques et sociales (Ibid. :41, 49, 87 et 88). Le rôle de ces origines, comme facteur de différenciation de la population afro-colombienne, mais aussi de son hétérogénéité interne, revêt une énorme importance. Dès lors, l'analyse de la segmentation géographique, économique et culturelle de l'ensemble complexe d'origines et de trajectoires qui déterminent la ségrégation socio-spatiale à Cali devient un enjeu central (section 3.2 du chapitre 2). En outre, couplé à la diversité des facteurs qui déterminent les logiques de concentration résidentielle en ville, évoqués au long du chapitre (l'accès au logement, et plus particulièrement à sa propriété, l'origine régionale, certains facteurs culturels, le rôle des réseaux migratoires et des stratégies de proximité familiale ou sociale, etc.), le jeu des échelles multiples où elle s'exerce contribue à l'inextricable imbrication des logiques démographique, sociale et raciale dans la mise en place du puzzle de la ségrégation urbaine.

Bien des questions restent posées. Il est clair cependant que, plongés dans cette combinaison de facteurs et d'échelles du processus ségrégué, au même titre que l'ensemble de la population, les afrocolombiens de Cali doivent assumer une caractéristique supplémentaire et spécifique dont il ne fait aucun doute qu'elle intervient dans les relations interpersonnelles et sociales : sa couleur de peau et les multiples stigmates dont elle reste porteuse (chapitre 4).

4. CONCLUSION

L'exercice comparatif a mis en évidence la convergence des dynamiques socio-spatiales de Cali et de Bogotá, leur décalage temporel, et d'importantes similitudes entre ces grandes villes colombiennes et leurs homologues latino-américaines. Le cas de Bogotá, où le changement de modèle de développement est bien amorcé depuis un quart de siècle, s'inscrit pleinement dans les évolutions plus générales décrites, sur la base d'un panel diversifié dans *'Métropoles en mouvement'* (Dureau *et alii*, 2000). Le passage d'une dynamique d'expansion périphérique à une dynamique dominée par la redistribution des populations dans l'espace métropolitain est maintenant partagé avec de nombreuses

autres métropoles du Sud (Lévy, 2000 : 233). À Bogotá et bientôt à Cali, on n'est plus dans le simple cadre d'une « inégalité spatiale qui serait entièrement régie par l'expansion urbaine spontanée » (Lévy, 2000 : 234). Le changement de dynamique s'accompagne dans la capitale colombienne d'une diversification des échelles de la ségrégation résidentielle. Cette hypothèse, issue de l'analyse des pratiques de mobilité spatiale, est pleinement confirmée par les indices de ségrégation.

À Cali, dans une ville trois fois plus petite que la capitale colombienne, et moins avancée dans son développement métropolitain, l'héritage historique d'une division sociale de l'espace en grand blocs à l'échelle de la ville entière perdure et s'étend en périphérie sans que n'apparaisse encore de recompositions importantes de la ségrégation sociale à une échelle plus fine. Et, s'il n'existe pas à Cali -et probablement dans aucune ville du pays- de ghetto racial au sens que prend ce terme aux États-Unis, la ségrégation résidentielle et sociale de la population noire existe néanmoins : elle s'exerce à des échelles et avec des modalités variables en fonction de l'appartenance sociale.

Les résultats produits témoignent incontestablement de l'apport de l'approche statistique des distributions spatiales des populations par les deux indices retenus. L'application sur deux villes pour lesquelles nous disposons déjà d'un corpus d'analyses et de connaissances montre aussi que cette approche prend tout son intérêt quand on travaille à différentes échelles géographiques, et en diachronique. Comme souvent, l'approche par les indices tire sa pertinence des variations de leurs valeurs dans le temps et dans l'espace. D'autres voies mériteraient d'ailleurs d'être explorées, en recourant aux méthodes ayant précisément pour objet de décrire les structures d'échelles du peuplement (fractales ou méthodes d'analyse d'image).

Le sujet traité : des enjeux scientifiques et politiques insoupçonnés

Les relations entre modèle de croissance, distribution spatiale des densités, et divisions sociales de l'espace ont progressivement acquis une signification que nous n'avions pas perçue au commencement de cette étude.

L'analyse du peuplement 'non qualifié socialement' (c'est-à-dire l'analyse des **formes d'expansion** et de **la redistribution des densités**) nous apparaissait initialement comme une question peu importante dans le contexte scientifique colombien. En France, la question des densités urbaines, abandonnée pendant deux décennies par la recherche, occupe à nouveau une place importante dans les débats sur la ville¹. La production scientifique sur la ville

¹ Le numéro des Annales de la Recherche Urbaine consacré aux densités témoigne du renouveau de cette question. Dans ce même numéro, un article de T. Saint Julien fait une

en Colombie est restée en marge de ce mouvement, nous confortant dans l'idée que ce qui importait dans le débat scientifique local était plutôt la connaissance du processus ségrégatif et de ses inflexions récentes. C'est parce que nous considérons l'étude de la dynamique socio-spatiale comme un préalable nécessaire à l'analyse du processus ségrégatif que nous en avons fait un des objets de notre étude : l'hypothèse sous-jacente – pleinement confirmée par l'exercice- était que le contexte de villes 'en construction' imprimait un cadre spécifique aux processus de spécialisation sociale du peuplement. Or, après plusieurs décennies de recherches et de diagnostics soulignant la segmentation des formes de production du logement et de l'accès au logement, et pointant la forte ségrégation, la question de l'espace et des densités démographiques a acquis récemment un statut inédit dans la production la plus récente en matière de planification. Pourquoi un tel changement dans les diagnostics établis par les planificateurs ? Quelle signification accorder à cette évolution, qui n'a d'ailleurs pas encore touché les élus locaux ni les professionnels des ONG ?

En dépit de ces nouvelles orientations, les diagnostics continuent de manquer d'informations de plus en plus nécessaires pour mieux comprendre les réalités métropolitaines actuelles. Dans le diagnostic du POT de Bogotá, la crise du paradigme des formes de production du logement, devenu inadapté par rapport à l'étape d'urbanisation atteinte par la ville, est manifeste. Ce diagnostic est sous-tendu par une lecture purement physique de la ville et de l'occupation de l'espace, menée par des architectes, gommant à la fois les mécanismes des dynamiques à l'œuvre, et leur dimension sociale. La population est absente comme acteur, elle n'intervient que par son nombre et sa capacité d'acquisition de son logement ; ses mobilités spatiales ne sont pas évoquées. Les transformations du parc de logements ne sont pas analysées, le raisonnement est surtout mené en termes d'espace libre pour la construction de logements neufs.

Le cadre d'analyse structuraliste en crise n'est pas remplacé par un nouveau paradigme qui permettrait de lire 'la grande ville existante' avec les transformations et redistributions qui la traversent. La production scientifique disponible est utilisée pour donner aux nouvelles orientations de planification urbaine l'apparente rationalité exigée aussi bien par les organisations internationales que par certains acteurs locaux ; elle sert aussi à donner forme aux intérêts traditionnels d'une petite élite économique et politique propriétaire des terres encore disponibles. Dans un tel contexte, une étude articulant densités et divisions sociales de l'espace prend une valeur inattendue.

synthèse intéressante de l'évolution des questionnements sur la densité dans la communauté scientifique française.

Les limites d'une approche par le logement

Il est facile de relever les lacunes des diagnostics proposés dans les documents de planification. L'approche proposée dans ce chapitre n'est pas entièrement satisfaisante non plus : elle aussi est en déphasage avec certaines caractéristiques des dynamiques socio-spatiales actuelles des villes étudiées. L'ensemble de notre raisonnement repose sur la localisation de la population dans son logement : faisant abstraction de la mobilité depuis le logement, elle n'autorise qu'une approche statique du peuplement et gomme les profondes inégalités qui traversent l'accès à l'espace.

Quelle est la signification des densités résidentielles quand une partie croissante de la reproduction économique et sociale des citadins se joue à l'extérieur du logement, dans différents lieux de la ville ? Quel sens donner à une configuration socio-spatiale figée qui ne correspond qu'à une réalité nocturne, lorsque la population a rejoint le « lieu de résidence habituelle » où la fixe le recensement ? Longtemps les urbanistes ont raisonné en réduisant l'usage d'un espace à une fonction, désignée dans les documents d'urbanisme : or, il s'avère que ces fonctions sont 'spontanément' diversifiées en dehors des créneaux horaires leur correspondant. Le triptyque traditionnel 'un lieu – une fonction – une population résidente' est remis en cause par les pratiques effectives des lieux par les habitants. Le peuplement devrait être considéré de façon dynamique, en recourant par exemple à des notions telles que celle de « densité mouvante » (Mille, 2000). Après plusieurs décennies de traitement spatial de la ville, différentes manifestations d'un traitement temporel de l'espace urbain voient le jour dans des agences d'urbanisme en France. Mieux prendre en compte cette dimension temporelle est une nécessité pour améliorer le diagnostic des configurations urbaines proposé dans ce chapitre.

Les limites de l'approche de la ségrégation à travers le filtre du logement sont tout aussi évidentes : les inégalités dans l'accès à l'espace des différents groupes de population ne se limitent pas au champ résidentiel. Nous nous sommes tenus à une des dimensions de la ségrégation : « la distinction spatiale entre les aires de résidence de groupes de population », selon la définition de Brun rappelée en introduction. Ce faisant, nous avons occulté une autre dimension, « qui met l'accent beaucoup moins sur le fait même des distances socio-spatiales entre groupes que sur leurs *chances inégales d'accès aux biens matériels et symboliques offerts par la ville*¹ » (Grafmeyer, 1994 : 89). Dans des villes de grande taille où la spécialisation fonctionnelle s'intensifie, la mobilité devient une condition d'accès aux équipements, aux emplois, etc. : or, on l'a vu, la mobilité spatiale est profondément discriminatoire. Dans un tel contexte, aujourd'hui encore plus qu'hier, il est nécessaire de prendre en compte la diversité des

¹ Souligné par son auteur.

pratiques spatiales et des usages de la ville, au-delà des seules pratiques résidentielles¹. Envisagé comme un manque d'accessibilité de certains lieux à certaines catégories de population, l'analyse du processus ségrégatif doit prendre en compte l'accès au logement, certes, mais aussi à d'autres ressources économiques et sociales, aux échelles temporelles quotidienne, hebdomadaires, mensuelles etc.

Les résultats présentés au fil du chapitre montrent bien qu'une prise en compte **globale** des pratiques spatiales est plus que jamais nécessaire dans les phases de développement atteint par les grandes villes. La lecture par le logement des inégalités dans l'accès à l'espace devient de moins en moins performante. Tandis que se complexifie la géographie des aires sociales, que se multiplient les proximités spatiales entre classes sociales, la distribution spatiale des ressources urbaines est de plus en plus inégale, et l'accès à la mobilité devient un filtre d'autant plus puissant de l'accès à celles-ci. Nous avons d'ailleurs vu, avec l'exemple de Bogotá, que la localisation prenait de l'importance dans les choix résidentiels. La mise en service en 2001 de la première ligne d'un système de transport public massif (le *Transmilenio*) commence à introduire des modifications dans la configuration spatio-temporelle de Bogotá, dans les accessibilités relatives entre les différents lieux de la ville. Il est probable aussi que l'introduction de nouveaux moyens de transport public comme le métro à Medellín, le *Transmilenio* à Bogotá ou le projet de métro à Cali, conduise à une prise de conscience nouvelle à double titre : les proximités / les distances (attributs importants des logements) peuvent connaître des modifications d'envergure, et ce par l'intervention du politique (ce qui est aussi très neuf, dans des villes où l'absence de régulation était la règle). Après s'être retirés de la production du logement, les pouvoirs publics commencent à intervenir dans le champ du transport et, indirectement, contribuent à une prise de conscience de plus en plus claire de la dimension temporelle de la ville par ses habitants. N'est-ce pas paradoxal de la part de ces pouvoirs publics dont l'action repose sur des diagnostics ne restituant pas la dimension dynamique de la configuration socio-spatiale métropolitaine ?

BIBLIOGRAPHIE²

Brun J. 1994, Essai critique sur la notion de ségrégation et sur son usage en géographie urbaine. In Brun J. et Rhein (éds), *La ségrégation dans la ville*. Paris, L'harmattan, Coll. Habitat et Sociétés, pp. 21-57.

¹ Ces questions étaient déjà centrale dans le chapitre 2.

² Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la **bibliographie générale** figurant en fin d'ouvrage.

- Brun J. et Rhein C. (éds) 1994, *La ségrégation dans la ville*. Paris, L'harmattan, Coll. Habitat et Sociétés, 261 p.
- Cardona Gutierrez R., Simmons A.B. 1976, Apuntes sobre la concentración de la población y la llamada crisis en las grandes ciudades. In : *Colombia, distribución espacial de la población*. Bogotá, CCRP, pp. 205-230. Je ne trouve plus d'appel de cette référence dans le texte
- Carrion F. 1998, *Quito : le retour à la ville construite*. Communication à l'Atelier International Métropoles en mouvement, IRD – CNRS – Réseau Socio Economie de l'Habitat, Paris, 2-4 décembre 1998, 17 p. Idem
- Coll. 1996, *Desarrollo urbano en cifras, n°1*. Bogotá, CENAC – Viceministerio de Vivienda, Desarrollo urbano y Agua Potable. Idem
- Cosio-Zavala M.E. 1994, Concentration urbaine et transition démographique. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 14, pp. 63-82.
- Coulomb R. 1995, *Habitat locatif populaire et dynamiques urbaines dans la zone métropolitaine de Mexico*, Thèse de doctorat d'urbanisme, Université Paris XII, 630 p. Idem
- Dansereau F. 2000, Montréal : ségrégation socio-résidentielle et cohabitation sociale. In Dureau F. et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD, 290-297. Idem
- Dupont V., Pumain D. 2000, De la ville compacte aux métropoles polycentriques. in Dureau F. et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD :51-72.
- Duncan O.D., Duncan B. 1955, À Methodological Analysis of Segregation Indexes. In *American Sociological Review* n° 41, pp. 210-217.
- Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.P., Lulle T., 2000. *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD, 656 p.
- Grafmeyer Y. 1994, Regards sociologiques sur la ségrégation. In Brun J. et Rhein (éds), *La ségrégation dans la ville*. Paris, L'harmattan, Coll. Habitat et Sociétés, pp. 85-117.
- Hutchens R. 2001, Numerical measures of segregation : desirable properties and their implications. In *Mathematical Social Sciences* n° 42, pp. 13-29.
- Lévy J.P., Brun J. 2000, De l'extension au renouvellement métropolitain : mosaïque sociale et mobilité. in Dureau F. et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD : 229-246. référence appelée plusieurs fois, mais sous le seul nom de Lévy

Massey D.S., Denton NA. 1988, The dimensions of residential segregation. In *Social forces*, n° 67-4, pp. 281-315.

Massey D.S., Denton N.A. 1989, Hypersegregation in U.S. Metropolitan Areas: Black and Hispanic Segregation Along five dimensions. In *Demography*, Vol. 26 n° 3, pp. 373-391.

Massey D.S. White M.J., Phua V. 1996, The dimensions of segregation revisited. In *Sociological Methods & Research*, Vol. 25 n° 2, pp. 172-206.

n'est plus cité dans le texte Mille M. 2000, *Les temporalités quotidiennes urbaines. L'exemple de la métropole lilloise*. Université : Lille I, Doctorat de Géographie Humaine des espaces industriels.

Moriconi-Ebrard F. 1994, *GEOPOLIS. Pour comparer les villes du monde*. Paris, Anthropos, Collection Villes, 246 p. Idem

Ministerio de Desarrollo Económico 1995, *Ciudades y ciudadanía. La política urbana del salto social*. Bogotá, Ministerio de Desarrollo Económico, Viceministerio de Vivienda, Desarrollo Urbano y Agua Potable, 356 p. Idem

Paquette C. 2000, Santiago du Chili : une ségrégation spatiale importante et « organisée ». In Dureau F. et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD, pp. 311-317. Idem

Sabatini F., Arenas F. 2001 *Residential segregation pattern changes in Chile's main Cities. Scale shifts and increasing malignancy*. Communication à 'International Seminar on Segregation and the City', Lincoln Institute of Land Policy, Cambridge, Mass. 26p.

Simon P. 1997, La statistique des origines, race et ethnicité dans les recensements aux États-Unis, Canada et Grande Bretagne, in «*Sociétés contemporaines*», n°26, Paris 1997, pp. 11-44.

Simon P. 2000, La division sociale et ethnique de l'espace parisien. In Dureau F. et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD, pp. 299-309.

Urribe H.M. 1993, Definición de áreas metropolitanas. In : *Desarrollo regional y expansión urbana, Ciudades*, n° 18, México, p. 18-23. Idem